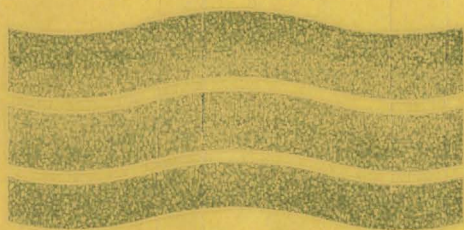


LA GUERRE MONDIALE
PAGES VÉCUES



**LA VÉRITÉ
SUR
L'ARMISTICE**

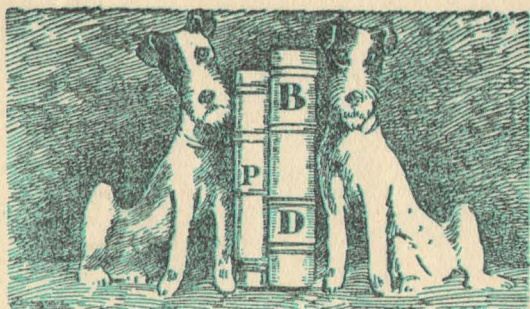
PAR
LE GÉNÉRAL
MORDACQ



EDITIONS JULES TALLANDIER
75, RUE DAREAU PARIS 14^e



LA VÉRITÉ
sur
L'ARMISTICE



LA GUERRE MONDIALE
PAGES VÉCUES

LA VÉRITÉ SUR L'ARMISTICE

par
le Général
MORDACQ



ÉDITIONS JULES TALLANDIER

75, Rue Dareau, 75 -:- PARIS (XIV^e)

Copyright
by Jules Tallandier
1929

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous les pays y
compris la Suède et la Norvège.

PREFACE

La guerre mondiale est encore bien mal connue, surtout en France. Les principaux événements de cette tragédie ont été rapidement défigurés par une foule de légendes. C'était d'ailleurs inévitable : il en a été toujours ainsi au lendemain des grandes guerres ; en pareil cas, la vérité n'arrive à se faire jour que très tard et bien lentement. Cependant, en ce qui concerne le drame de 1914-1918, cette floraison de contre-vérités a été particulièrement rapide et cette rapidité a étonné, plus encore même, a profondément peiné les hommes qui ont vécu ces heures tragiques, au côté des chefs de gouvernement ou des chefs d'armées.

La raison de cette déformation de l'Histoire est simple.

Il faut bien reconnaître que cette guerre d'alliés a été réellement conduite, d'un côté par la France et, de l'autre, par l'Allemagne.

Encore, en ce qui concerne les Alliés propre-

ment dits, l'expression « conduite » peut-elle s'appliquer à l'ensemble de la guerre?

Evidemment non. Toute guerre, quelle qu'elle soit, grande ou petite, longue ou brève, est dirigée par des hommes politiques et des généraux : politique et stratégie, la stratégie n'étant, d'ailleurs, — comme l'a si bien dit Clausewitz, — « qu'un instrument de la politique, dont elle prend le caractère et les dimensions ».

Or, il est bien certain que, chez les Alliés, l'unité de direction politique ne fut véritablement assurée que lorsque M. Clemenceau arriva au pouvoir, car, lui, dirigea réellement la guerre. Avant cette époque, ce ne furent que palabres entre chefs des gouvernements alliés, aucun d'eux n'ayant un ascendant personnel moral suffisant pour s'imposer à ses autres collègues. Et ce fut là — comme je le montrerai ultérieurement — une des causes pour lesquelles la guerre a duré aussi longtemps.

Par M. Clemenceau également fut assurée l'unité de commandement militaire, en la personne du maréchal Foch.

On comprend, dès lors, qu'en France, aucun des présidents du Conseil qui ont précédé le Ministère de la Victoire, n'ait tenu, en raison des résultats peu brillants obtenus, et, souvent aussi, du temps très limité passé au pouvoir, à rappeler les grands événements de cette première partie de la guerre.

Par contre, du côté militaire, le vainqueur de

la Marne, le maréchal Joffre, était tout indiqué pour faire connaître la vérité sur cette période. Il ne l'a pas fait, ou plutôt il l'a fait, mais avec l'idée bien arrêtée de ne pas laisser paraître ses Mémoires tant qu'il vivrait. On ne peut que s'incliner — tout en la regrettant — devant une telle décision.

Après lui, le général Nivelle ne garda le commandement suprême que très peu de temps. Il est mort sans laisser le moindre écrit sur les événements militaires qui se déroulèrent au cours de ces quelques mois.

Puis vinrent les maréchaux Pétain et Foch qui, eux aussi, sont bien décidés, dit-on, à ne rien publier, actuellement, sur la fin glorieuse de la grande épopée.

Reste donc M. Clemenceau, mais lui également a répété et ne cesse de répéter qu'il n'a rien écrit et n'écrit rien sur son ministère (1917-1920).

Tout cela est très regrettable pour l'Histoire, mais on est bien obligé d'accepter cette carence, si voulue, des principaux témoins des grandes heures de la guerre mondiale.

Voilà pour la France.

En Allemagne, il n'en est pas de même. Jusqu'en 1916, c'est-à-dire jusqu'au moment où Ludendorff a pris la direction stratégique de la guerre, l'empereur en a laissé la direction politique au chancelier von Bethmann-Hollweg, et la conduite stratégique aux généraux de Moltke et de

Falkenhayn, étant lui-même incapable d'en assurer la direction générale.

Dès l'arrivée de Ludendorff au G. Q. G., la situation change. Nous savons maintenant que, grâce à l'immense ascendant qu'il sut prendre sur l'empereur et sur Hindenburg, il parvint à certains moments (assez rares, d'ailleurs) à diriger véritablement la guerre politiquement et stratégiquement. Mais il n'y arriva pas toujours et, finalement, succomba dans sa lutte contre le pouvoir civil. On peut même affirmer que c'est ce manque d'unité dans la conduite générale de la guerre qui contribua, en grande partie, à la défaite des empires centraux.

Ludendorff s'en rendait parfaitement compte et c'est ce qui l'incita à tant lutter pour obtenir, de l'empereur, que la direction générale de la guerre lui fût confiée. Erreur, d'ailleurs : Ludendorff, qui avait beaucoup travaillé Clausewitz, aurait dû se rappeler, lui aussi, que la stratégie « n'est qu'un instrument de la politique ».

C'était donc bien au chef du gouvernement allemand, au chancelier, à qui il incombait de donner les directives générales. S'il en était incapable, il fallait le faire remplacer, mais ce n'était pas à Ludendorff, qu'il appartenait de prendre sa place : à chacun son métier...

Quoi qu'il en soit, plusieurs chanceliers ou généraux allemands ont publié des Mémoires sur

la guerre : Bethmann-Hollweg, Max de Bade, Erzberger, Falkenhayn, le kronprinz, mais surtout Ludendorff et Hindenburg. Sans doute leurs Mémoires sont entachés de partialité : les hommes resteront toujours les hommes, mais il n'en est pas moins vrai qu'en recoupant les mêmes événements qui y sont relatés, on finit par entrevoir quelques lueurs de la vérité historique. C'est déjà quelque chose et, en tout cas, cela vaut mieux que rien.

Dans les autres pays alliés : Angleterre, Italie, Amérique, etc..., et même dans les ex-empires centraux, ont paru également quelques livres sur la guerre, écrits soit par des hommes d'Etat, soit par les généraux, mais aucun de ceux-ci n'ayant joué un rôle très important au cours de cette période, l'intérêt de ces publications est assez médiocre.

En tout cas, en France, comme nous l'avons vu, nous n'avons rien d'analogue aux Mémoires des Falkenhayn, Erzberger, Max de Bade, Ludendorff ou Hindenburg.

C'est donc un véritable devoir, pour les hommes qui ont entouré les conducteurs de la guerre, d'apporter leur contribution à l'Histoire, et de faire connaître ce qu'ils ont vu ou entendu. Je me suis trouvé dans ce cas, n'ayant pas quitté M. Clemenceau un seul instant, au cours des deux années du Ministère de la Victoire (1917 à 1920), soit à Paris, soit dans

ses nombreux voyages au front, soit, encore, à l'étranger.

*Je me propose donc de publier une série d'opus-
cules, — analogues à celui-ci, — où j'essayerai de
faire le récit, sans parti pris et en toute cons-
cience, de certaines grandes heures de la lutte
mondiale, telles que je les ai vécues.*

*Mon but est surtout d'essayer de faire revivre
ces grands événements aux yeux de tous, en rap-
portant les faits qui ont incité hommes politiques
ou généraux qui, à ce moment, ont dirigé la
guerre, à prendre les grandes décisions.*

*J'espère arriver, ainsi, à donner une idée
approximative des rudes batailles morales qu'eurent
à livrer ces quelques hommes investis d'une
des plus grandes responsabilités que l'on con-
naisse.*

*Je compte traiter, en principe, les questions
de l'armistice et de l'unité de commande-
ment, le plan XVII et le plan allemand avec leur
aboutissement : la bataille de la Marne, les atta-
ques allemandes de mars, mai et juillet 1918, les
possibilités de déclencher l'attaque stratégique de
Lorraine avant l'armistice, l'inaction stratégique
des marines anglaise et allemande, la question
d'Orient envisagée au point de vue stratégique, la
responsabilité de la guerre, les causes de la vic-
toire des Alliés et, enfin, les leçons politiques et
stratégiques de la Grande Guerre, leçons que l'on
semble bien avoir déjà perdues de vue.*

Je m'attacherai à traiter ces questions si délicates avec toute la bonne foi possible. J'espère que les historiens trouveront, dans ces récits, un certain nombre de faits qui, recoupés avec d'autres, rapportés également par des témoins oculaires, pourront leur être de quelque utilité dans leur tâche si ingrate, si difficile, et dont ils ne peuvent se tirer qu'en opposant les faits à leur grande ennemie : l'imagination.

Je demande donc instamment aux lecteurs qui, comme moi, ont eu l'occasion d'assister à ces « grandes heures », de vouloir bien me signaler les erreurs que ma mémoire aura pu me faire commettre.

Je leur en serai profondément reconnaissant, car je ne poursuis qu'un but : la vérité.

LA VÉRITÉ SUR L'ARMISTICE

CHAPITRE PREMIER

LA JOURNÉE DU 8 NOVEMBRE 1918

Une des questions qui ont le plus passionné l'opinion publique, est celle de la signature de l'armistice. Nombreux, très nombreux encore, sont les gens qui s'étonnent que, le 11 novembre 1918, les Alliés aient conclu un tel accord avec les Allemands, alors que l'Allemagne était en pleine révolution, et surtout alors que la manœuvre stratégique, montée en Lorraine, sur les lignes de communication des armées allemandes, allait donner, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue stratégique, des résultats incalculables.

Il est bien certain, en effet, que si les Alliés avaient continué la guerre quelques semaines de plus, ils auraient pu obtenir, surtout au point de vue moral, des résultats plus considérables. Mais, comme on le verra dans la suite, encore fallait-il savoir que l'Allemagne était en pleine révolution

et que les soldats allemands ne voulaient plus se battre. Or, les Alliés ne pouvaient le savoir — tout est là.

Avant de lancer de telles récriminations, et même de telles accusations, il faut se reporter aux réalités, c'est-à-dire à l'époque même, au 8 novembre 1918, et se mettre, pour ainsi dire, dans la peau des hommes d'Etat et généraux qui, à ce moment là, conduisaient la guerre.

En un mot, il est indispensable, pour juger leurs actes avec équité, de considérer, avant tout, les réalités, et de recourir largement à la psychologie.

Il m'a paru que le meilleur moyen, pour y arriver, c'était de faire revivre les quelques journées qui ont précédé le 11 novembre 1918, date inoubliable de la signature de l'armistice.

Je ne reviendrai pas sur les préliminaires de cet événement, qui sont des plus connus. Je rappellerai seulement que les Allemands, après avoir échangé de nombreuses notes avec M. Wilson, lui en avaient enfin envoyé une dernière, le 27 octobre 1918, en vue d'obtenir un armistice; M. Wilson, après entente avec les Alliés, leur répondit, le 5 novembre, qu'ils n'avaient qu'à se conformer aux lois de la guerre et, par conséquent, à s'adresser au commandant en chef des forces

Entre temps, les Alliés avaient arrêté, entre eux, les conditions définitives de l'armistice qui alliées, ce qu'ils firent.

devaient être imposées aux ennemis. Sur cette question encore, de nombreuses légendes se sont formées ; que n'a-t-on pas raconté sur les discussions qui eurent lieu, à ce sujet ? Dans un chapitre ultérieur, j'essayerai d'apporter, également, sur cette question, la vérité et toute la vérité. Je me bornerai, ici, à rappeler qu'au cours de toutes ces discussions, — et tant qu'il y aura des guerres d'alliés les discussions seront longues et nombreuses, — il n'y eut que deux hommes qui s'élevèrent contre l'arrêt des hostilités et qui demandèrent la continuation de la guerre : Ce furent le général américain Bliss, un des chefs de la guerre mondiale qui eut toujours les vues les plus claires sur la situation, et moi-même.

Le général Bliss était d'avis que, malgré l'état d'épuisement des armées anglaises et françaises, on pouvait et devait poursuivre la lutte, parce que les armées allemandes étaient encore bien plus épuisées, et que, d'autre part, l'armée américaine, toute fraîche, ne demandait qu'à se battre.

Quant à moi, qui avais tant insisté pour faire déclencher l'attaque stratégique de Lorraine, je ne pouvais admettre que l'on pensât à laisser tomber les armes avant d'avoir obtenu les résultats de cette attaque qui devaient être, forcément, considérables, question sur laquelle je reviendrai un jour pour montrer que, même en signant

l'armistice le 11 novembre, il eût été possible de lancer cette attaque *avant cette date*.

Quoi qu'il en soit, les conditions de l'armistice étant fixées, et les Alliés étant décidés à l'accorder aux Allemands, il restait à leur faire connaître ces conditions. Deux hommes allaient en être chargés : le directeur politique de la guerre : M. Clemenceau, et le commandant en chef des armées alliées : le maréchal Foch.

D'où l'envoi du maréchal à Rethondes pour traiter, directement, avec les plénipotentiaires allemands, et une liaison permanente, établie à Paris, avec le maréchal, et personnifiée par moi-même au cabinet du président du conseil.

Mon intention, pour faire revivre ces journées historiques des 8, 9, 10 et 11 novembre, est de rapporter, heure par heure d'abord, ce qui s'est passé à Paris, à la suite des coups de téléphone du maréchal, puis, de faire le récit de ces mêmes journées, telles qu'elles se sont déroulées à Rethondes, et cela, d'après le compte rendu écrit qui m'a été remis, quelques jours après, par un témoin oculaire, et non des moindres.

*

* *

Donc, le 8 novembre 1918, à neuf heures, assisté des amiraux anglais, sir Wemys et Hope, le maré-

chal Foch se rencontrait, à Rethondes, avec les envoyés allemands.

A neuf heures dix, un coup de téléphone en prévenait M. Clemenceau.

A neuf heures trente, je téléphonais au général Weygand, chef d'état-major du maréchal, que le maréchal Foch devait exiger absolument le retrait des troupes bavaroises du Tyrol.

L'Italie venait, en effet, d'envoyer un télégramme très pressant à ce sujet, et son ambassadeur m'avait lui-même téléphoné pour insister tout particulièrement sur ce point.

A neuf heures quarante-cinq, le général Weygand me téléphonait, de la part du maréchal Foch, « que les Allemands, au lieu de se borner à discuter les questions concernant l'armistice, essayaient de le tâter sur les conditions de paix qui leur seraient imposées ».

A dix heures cinq, je téléphonais au maréchal Foch, de la part de M. Clemenceau « qu'il ne fallait, sous aucun prétexte, parler de conditions de paix avec les Allemands ». S'ils revenaient sur ce sujet, le maréchal devait se dérober en leur faisant comprendre, que lui, soldat, ne pouvait s'occuper que de l'armistice, et que les conditions de la paix étaient affaires de gouvernement.

Vers onze heures, le maréchal Foch me faisait encore téléphoner « que les Allemands insistaient beaucoup pour obtenir, immédiate-

ment, une suspension d'armes, et cela avant que l'on soit d'accord sur les conditions de l'armistice. »

Ils faisaient ressortir l'intérêt qu'il y avait à arrêter, le plus tôt possible, « toute effusion de sang, qu'il y avait eu, dans cette longue guerre, assez de sang versé pour éviter d'en répandre maintenant inutilement ». Venant des Allemands, de tels arguments étaient vraiment des plus suggestifs !

A onze heures vingt, je téléphonais « qu'on leur dise, une fois pour toutes, qu'aucune suspension d'armes ne serait accordée avant qu'ils n'aient signé l'armistice ».

Le maréchal leur signifia alors, nettement, la volonté des gouvernements alliés ; ils n'insistèrent plus.

A Paris, grande était la nervosité. On connaissait, à peu près, les conditions imposées aux Allemands, et tout le monde, à ce moment, — personne ne saurait me démentir, — se demandait avec angoisse s'ils accepteraient de telles conditions, tant elles paraissaient draconiennes.

Je reçus, au cours de cette journée, de nombreuses visites de parlementaires ou de diplomates ; je dois avouer qu'aucun d'eux ne songeait alors à critiquer ou à récriminer, surtout les diplomates anglais qui, comme Lloyd George et le maréchal Haig, continuaient à trouver que les

Alliés avaient imposé, aux Allemands, des conditions vraiment trop dures.

Quoi qu'il en soit, parlementaires, diplomates et généraux français ou étrangers, se montraient plutôt inquiets et attendaient, non seulement avec impatience, mais avec une véritable fièvre, — mettons fièvre patriotique, — le résultat des négociations. L'affluence fut même telle, dans mon cabinet, à un certain moment, que je fus obligé, comme le fit d'ailleurs M. Clemenceau, de condamner ma porte pendant quelques heures.

En tout cas, non seulement pendant cette journée, mais également au cours de celles qui suivirent, jamais je n'entendis ces mêmes parlementaires, diplomates, journalistes ou généraux faire la moindre allusion à la situation réelle de l'Allemagne, que l'on ne connaissait pas d'ailleurs, ou bien à des conditions plus dures que l'on pourrait lui imposer.

On ne saurait trop le répéter : personne, parmi les Alliés, n'était exactement renseigné sur ce qui se passait, réellement, en Allemagne, dans ces premières journées de novembre.

On a dit et répété que M. Wilson, ainsi que les diplomates américains, connaissaient la situation telle qu'elle existait, à ce moment, de l'autre côté du Rhin. Je n'ai aucune preuve à produire contre une pareille assertion, mais, par contre, nul n'a pu apporter un fait précis, à l'appui de cette

opinion. Comment admettre, enfin, que l'ambassadeur américain à Paris, ne soit pas venu aussitôt renseigner M. Clemenceau ?

D'autre part, ainsi que je le ferai ressortir ultérieurement, quand, le 11 novembre au matin, j'annonçai la nouvelle de la signature de l'armistice, au colonel House, type parfait de l'honnête homme, du gentleman, et avant tout ami sincère de la France, je me rappelle son étonnement et sa joie, ce qui semble bien prouver qu'il n'était pas mieux renseigné que nous.

Or, on ne saurait oublier qu'à ce moment le colonel House, ami intime et fidèle de M. Wilson, était tenu, par lui, au courant de toutes les questions d'ordre politique ou diplomatique concernant les Alliés. Donc, il y a encore là une légende à détruire.

D'ailleurs, que pouvait-on savoir de grave, de très important, pouvant influencer sur les négociations en cours ? Absolument rien. Evidemment, des troubles avaient déjà éclaté en Allemagne, mais Guillaume II, le 8 novembre, était toujours empereur, Max de Bade toujours chancelier, et l'ordre régnait à Berlin. Ce n'est que le lendemain, 9 novembre, que commençait le grand drame pour les Hohenzollern et pour l'Allemagne.

Ce ne fut, en effet, que le lendemain seulement, 9 novembre (ainsi qu'on le verra ultérieurement),

et encore le lendemain dans l'après-midi (quatorze heures quinze), que Guillaume II abdiqua.

Donc, le 8 novembre, quand les négociateurs pour l'armistice arrivèrent à Rethondes, les Alliés se trouvaient bien en face des représentants du gouvernement allemand, qui n'était autre que le gouvernement impérial.

Le général Weygand ou le général Desticker (sous-chef d'état-major), me tenaient constamment au courant, par téléphone, de la marche des négociations.

Vers midi, je recevais un coup de téléphone, m'annonçant que « tout allait bien » et qu'une estafette allait partir pour le Ministère de la Guerre, apportant un pli urgent du maréchal Foch.

L'estafette arrivait vers quinze heures : j'ouvris le pli et je montai, aussitôt, chez M. Clemenceau (dont le bureau était au premier étage, dans la pièce prenant vue sur la cour qui se trouve en face du grand escalier, au delà d'un salon d'attente) pour le lui remettre. Je le trouvai en conférence avec M. Pichon, ministre des affaires étrangères et M. René Renoult, président de la commission de l'armée à la Chambre des députés.

En ouvrant la porte, je m'écriai : « Bonne nouvelle, monsieur le président ». C'était, en effet, un compte rendu annonçant que les délégués allemands avaient accepté, en principe, les conditions de l'armistice. Ils se réservaient, toutefois, de pré-

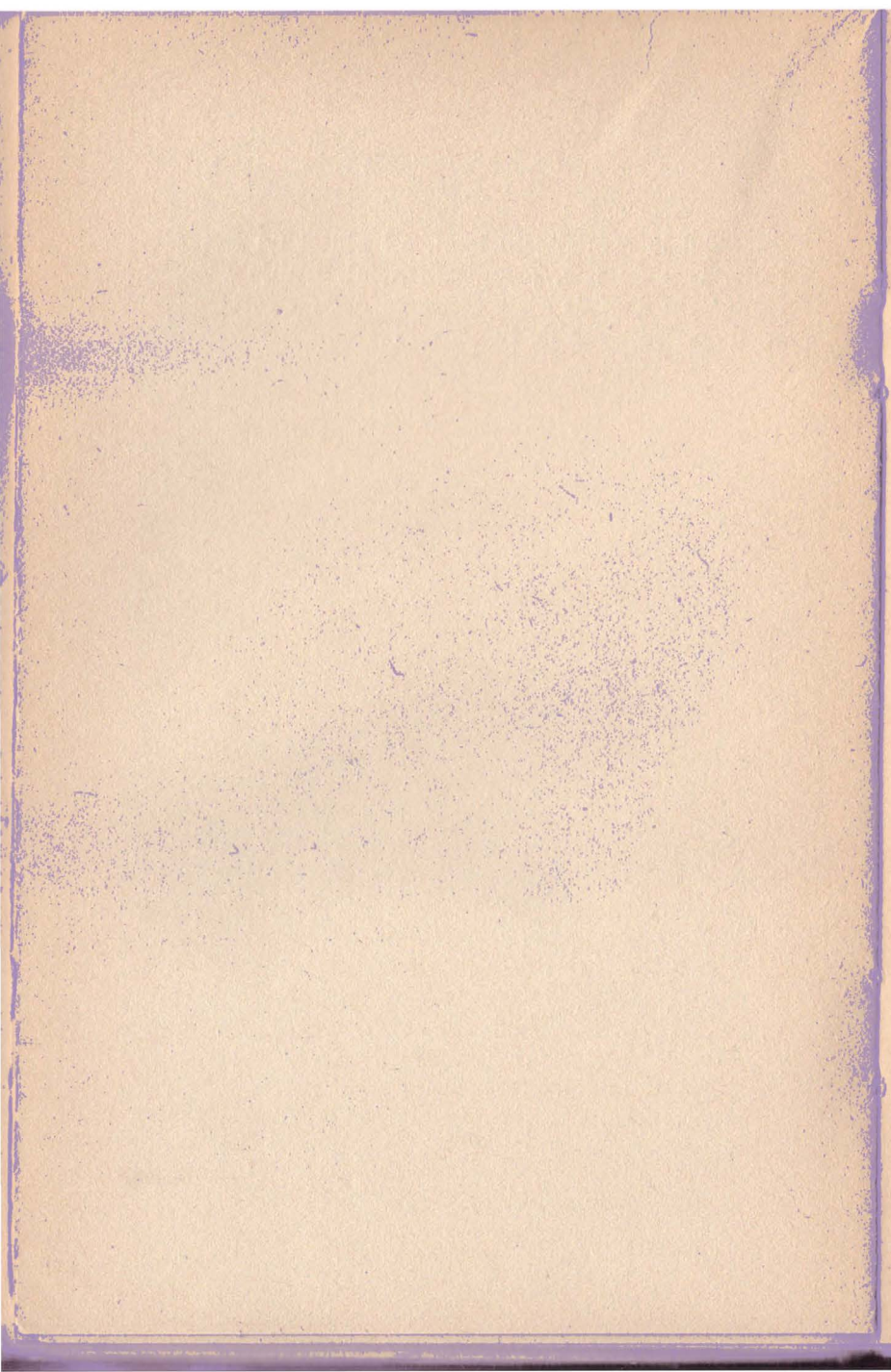
senter certaines observations et, en tout cas, avant de signer, d'en référer à leur gouvernement.

A peine M. Clemenceau eût-il fini de lire le compte rendu, que je le vis me regarder fixement, longuement. Ses yeux se mouillèrent et, se prenant ensuite la tête à deux mains, il se mit à pleurer silencieusement. Jamais soit avant, soit au cours de la guerre, je ne l'avais vu en proie à une telle émotion. Au bout d'un court instant, il se ressaisit et s'écria : « C'est absurde, je ne suis plus maître de mes nerfs ; ce fut plus fort que moi, mais, tout d'un coup, j'ai revu 1870, la défaite, la honte, la perte de l'Alsace-Lorraine, et maintenant tout cela effacé. N'est-ce pas un rêve ? »

Je me précipitai vers lui, en proie aussi à une profonde émotion. Je lui pris les mains en le fixant et lui dis : « Oui, monsieur le Président, pendant quelques instants, en effet, vous n'avez plus été maître de vos nerfs, mais des émotions comme celles-là ne sont-elles pas sacrées et, par conséquent, plus que naturelles ? »

J'ai tenu à rapporter cet incident, qui montre d'abord, mieux que toute digression, dans quel état d'âme nous étions tous, en commençant par le plus grand d'entre nous. Il met à jour l'âme de cet homme qui, sous des aspects rudes qui lui ont valu d'ailleurs le fameux surnom de « Tigre », a cependant un cœur excellent et au fond, pour

ceux qui le connaissent bien, est plutôt un sensible. Que de fois, personnellement, n'ai-je pas été témoin d'un de ces « coups de cœur » comme celui que je viens de rapporter !



CHAPITRE II

LA JOURNÉE DU 9 NOVEMBRE

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que la journée du 8 novembre n'avait pas été perdue et qu'elle avait apporté déjà un résultat important : l'acceptation de principe, par les délégués allemands, des conditions de l'armistice arrêtées par les Alliés. Cependant les tergiversations de ces délégués n'étaient pas sans inquiéter M. Clemenceau, et cela d'autant plus que, d'après des renseignements arrivés le 8 au soir à Paris, on s'attendait, en Allemagne, à des événements graves : aucune précision encore, mais des prévisions qui semblaient justifiées.

D'autre part, M. Clemenceau avait hâte de voir le maréchal Foch, afin de lui demander ses

impressions personnelles sur cette première journée de négociations.

Voilà pourquoi le 9 novembre, dans la matinée, nous nous rendîmes avec M. Clemenceau à Senlis, quartier général du maréchal Foch, où il était revenu passer quelques heures.

Comme pendant la guerre, nous fîmes le voyage en automobile et, au cours du trajet, nous causâmes d'abord des affaires courantes, — qui ne manquaient pas, — puis de la question capitale du jour : l'armistice. Les nouvelles, reçues pendant la nuit sur la situation en Allemagne, ne laissaient pas de troubler le Président qui se demandait, dans le cas où les événements se précipiteraient de l'autre côté du Rhin, quelle serait la situation des Alliés à Rethondes, en face de délégués allemands, qui n'auraient peut-être plus les pouvoirs de traiter au nom d'un nouveau gouvernement. Il fallait donc aller vite, ne pas laisser traîner les négociations et c'est ce qu'il tenait surtout à dire au maréchal Foch. J'étais tout à fait de cet avis, mais, fidèle à mon idée de derrière la tête, je fis remarquer à M. Clemenceau qu'en admettant même que l'on fût obligé de rompre les pourparlers, ce serait une excellente affaire pour la cause des Alliés, puisque cela permettrait de déclencher *immédiatement* l'attaque stratégique de Lorraine qui était prête et archiprête. En tout cas, étant donné cette situation, cette incertitude, je considérais comme indispen-

sable que le maréchal Foch accélérât encore davantage la marche offensive de ses armées. C'est ce que ne manqua pas de faire remarquer le président, dès qu'il fut en présence du maréchal.

Ce dernier avait installé son quartier général à Senlis, depuis peu, vers le 20 octobre. Avant cette date, ce quartier général était au château de Bombon (dans les environs de Melun) où le maréchal avait passé une partie de l'été.

A la suite de l'offensive générale des armées alliées, il s'était décidé à organiser son Q. G. à Senlis. Cette très vieille petite ville de province n'avait rien de bien particulier, mais, au point de vue stratégique, elle présentait le grand avantage de rapprocher le maréchal du centre des troupes combattantes. D'autre part, située non loin de Paris, elle lui permettait de communiquer facilement avec le gouvernement, c'est-à-dire avec M. Clemenceau, et d'assurer ainsi très étroitement la collaboration intime de la politique et de la stratégie, condition indispensable à réaliser dans la conduite de la guerre et surtout d'une guerre comme celle de 1918.

Suivant son habitude, le maréchal s'était établi dans une propriété modeste, éloignée des grandes routes, du bruit, de l'agitation et offrant, au point de vue de l'installation de l'état-major, des ressources suffisantes, c'est-à-dire des pièces assez vastes pour les bureaux. Cette installation fut toujours d'ailleurs assez

facile, car le maréchal ne travaillait qu'avec un état-major très restreint, où la qualité suppléait largement à la quantité.

Cette propriété, qui datait de Louis XVI, appartenait à M^{me} de Bellegarde : les communs brûlés par les Allemands en 1914, lors de leur marche sur Paris, étaient en ruines.

Nous trouvâmes le commandant en chef, non seulement très calme, suivant son habitude, mais véritablement rayonnant. Il narra, aussitôt, tous les détails de ses entrevues de la veille avec les délégués allemands. Je n'y reviens pas, puisqu'ils ont été divulgués et sont maintenant, on peut le dire, tombés dans le domaine public. Au chapitre IV, j'en relaterai les grandes lignes écrites par un témoin oculaire et qui reproduisent, d'ailleurs, très exactement le récit fait ce matin-là par le maréchal lui-même.

Il y eut, comme on le sait, au cours de cette première journée de Rethondes des scènes poignantes.

Le maréchal Foch insista surtout sur son propre étonnement quand il vit les Allemands accepter, aussi facilement, les conditions si dures des têtes de pont, de la livraison intégrale de la flotte, de l'occupation, etc., mais, par contre, devenir blêmes et s'effondrer littéralement, dès que l'on parla de la livraison des canons, des mitrailleuses et des locomotives. L'un d'eux, Erzberger, s'écria : « Mais alors, nous sommes perdus ! Comment

allons-nous pouvoir nous défendre contre le bolchevisme? » Et, un peu plus tard : « Mais vous ne comprenez pas qu'en nous enlevant tous moyens de nous défendre contre le bolchevisme, vous nous perdez et vous vous perdez aussi ; vous y passerez à votre tour. »

Ils arrivaient directement d'Allemagne et savaient fort bien que la révolution grondait et que son éclosion était imminente !

Ah ! je puis assurer qu'à ce moment, pendant le récit du maréchal Foch, aucun de nous ne pensait à imposer aux Allemands des conditions encore plus dures. Nous étions tout à la joie, tout à l'allégresse. Ignorant ce qui se passait exactement en Allemagne, comment aurions-nous pu espérer davantage ?

Faut-il rappeler que c'est dans cette matinée du 9 novembre, pendant cette entrevue entre M. Clemenceau et le maréchal Foch, que se déroulait la scène dramatique, presque shakespearienne, de Spa ? Hindenburg et le général Groener (qui, en octobre, avait remplacé Ludendorff comme premier quartier-maître général), sont venus, à dix heures du matin, trouver Guillaume II et le supplient d'abdiquer. Les troupes, lui disent-ils, ne veulent plus se battre et toute la population allemande demande cette abdication. Fureur de Guillaume II, qui déclare qu'il va se mettre à la tête de l'armée et marcher sur Berlin pour y rétablir l'ordre, Groener lui répond froidement

« que l'armée ne marcherait plus sous les ordres de l'empereur, car elle n'était plus derrière lui; qu'il ne lui reste donc plus qu'à se rendre au front et à s'y faire tuer à la tête des quelques régiments fidèles. » Silence de l'empereur qui congédie les deux généraux, après avoir refusé à nouveau de signer sa déchéance.

Pendant ce temps là, au cours de ces mêmes instants, M. Clemenceau, le maréchal Foch, le général Weygand et moi, étions tout à l'enthousiasme. On vint naturellement à parler de 1870, de cette revanche enfin obtenue, avec l'Alsace-Lorraine reconquise, buts suprêmes de toute notre existence, rêves combien de fois caressés et seuls motifs qui avaient poussé combien d'entre nous, alors jeunes gens, vers cette armée, qui a sa grandeur, évidemment, mais aussi ses terribles servitudes de tous genres. Tout cela n'était-il pas largement oublié?

A propos de 1870, M. Clemenceau évoqua la grande figure de Gambetta et prononça ces nobles paroles: « Quel malheur que Gambetta n'ait pas vécu assez longtemps pour assister à cette apothéose et voir réaliser sa fameuse prophétie de la « Justice immanente ». Lui aussi avait bien mérité de la Patrie et méritait une autre destinée. Inclignons-nous, une fois de plus, devant le destin, mais en saluant bien bas la mémoire du grand Tribun. »

On voit que, contrairement à ce que l'on a

maintes fois répété, M. Clemenceau, tout en ayant beaucoup combattu Gambetta, en tant que chef du parti opportuniste, n'en avait pas moins conservé pour lui la plus grande admiration et une profonde estime. C'est d'ailleurs ce que m'ont toujours confirmé les conversations que j'ai eues avec lui, au sujet de son ancien adversaire.

Au moment où nous allions le quitter, le maréchal Foch nous montra le télégramme qu'il se proposait d'adresser aux commandants en chef des différentes armées alliées et qui répondait si bien aux préoccupations du président :

« L'ennemi, désorganisé par nos attaques répétées, cède sur tout le front. Il importe d'entretenir et de précipiter nos actions. Je fais appel à l'énergie et à l'initiative des commandants en chef et de leurs armées pour rendre décisifs les résultats obtenus. »

Et le maréchal d'ajouter en riant : « Avec les Allemands, il faut s'attendre à tout. »

On voit que l'unité de doctrine était complète entre la politique que représentait M. Clemenceau et la stratégie symbolisée par le maréchal Foch. Des deux côtés, on comprenait qu'il fallait agir vite. Faut-il rappeler, là encore, que la victoire, à la fin de cette longue guerre, fut due, en très grande partie, à cette unité de doctrine entre ces deux hommes ? L'un et l'autre, en effet, furent

toujours pénétrés de cet axiome : que la stratégie n'est que la continuation de la politique et que le commandant en chef des armées ne pouvait faire de la bonne stratégie que si le directeur politique de la guerre faisait, lui, de la bonne politique, chacun restant étroitement cantonné dans ses attributions respectives. Une telle méthode, une telle entente, assurait, non seulement l'unité de commandement, mais aussi l'unité de direction de la guerre, et, on ne saurait trop le répéter, ce fut là, de beaucoup, le principal facteur de la victoire.

Nous rentrâmes ensuite à Paris. Pendant le trajet, M. Clemenceau et moi revînmes sur l'entrevue avec le maréchal, et nous fûmes d'accord pour reconnaître qu'à moins de circonstances imprévues, car, comme le disait très bien le maréchal : « Avec les Allemands, il fallait s'attendre à tout », il y avait de grandes chances pour que l'armistice fût conclu dans la journée du lendemain 10 novembre ou dans celle du surlendemain, au plus tard.

Inutile d'ajouter que, dès notre retour au ministère, nous fûmes assaillis de visites, et que la plupart de nos visiteurs nous firent part des nouvelles plus abracadabrantes les unes que les autres qui circulaient, alors, dans Paris.

La nervosité continuait : il était temps d'en finir. Elle était d'ailleurs excusable, après les quatre années de lutte qui venaient de s'écouler et les

terribles émotions qu'avait eu à supporter la population de la capitale.

A quinze heures quarante-cinq, j'étais prévenu, par un coup de téléphone venant de Rethondes, que les plénipotentiaires allemands venaient de transmettre au maréchal Foch, leurs observations relatives aux clauses de l'armistice.

Il les examina immédiatement et, après entente téléphonique avec le président, les leur renvoya dans la nuit même, en leur faisant connaître, par écrit, qu'il ne pouvait (sauf pour certaines petites questions de détail), leur donner satisfaction.

En même temps, il leur faisait remettre une note dans laquelle il leur rappelait que les délais (soixante-douze heures) expiraient le lendemain. Il leur appartenait donc de provoquer, sans retard, une réponse du gouvernement allemand.

Vers le soir, nous reçûmes quelques renseignements sur la révolution allemande : ils étaient assez vagues, d'ailleurs. On apprenait seulement que le prince de Bade avait démissionné et qu'un nouveau gouvernement avait été constitué. Rien de particulier, d'autre part, sur les armées allemandes qui continuaient à se retirer devant les nôtres, mais lentement, en ordre, et en faisant tête.

Cependant, dans les conversations que j'eus au cours de la soirée avec M. Clemenceau, je me rendis très bien compte que cette nouvelle situation intérieure de l'Allemagne n'était pas sans l'inquié-

ter. Les envoyés allemands, qui menaient, en ce moment, les négociations pour l'armistice, représentaient-ils le nouveau gouvernement? S'ils signaient le protocole, et qu'ensuite ce nouveau gouvernement ne le ratifiât pas, comme ayant été négocié par des délégués non mandatés par lui, qu'arriverait-il? Je sentais M. Clemenceau très préoccupé et cela se comprenait.

Il était déjà tard : vingt-et-une heures. Aucun renseignement nouveau n'était parvenu des Affaires étrangères ou du ministère de la Guerre. Nous nous quittâmes, pensant bien, toutefois, que la nuit ne se passerait pas sans que n'arrivassent quelques éclaircissements sur la situation intérieure de l'Allemagne.

M. Clemenceau, comme de coutume, rentra chez lui rue Franklin, et moi, comme de coutume aussi, je couchai au ministère de la Guerre, prêt à l'avertir de tout événement important.

CHAPITRE III

LES JOURNÉES DES 10 ET 11 NOVEMBRE

Nos espérances ne se réalisèrent qu'en partie. Vers trois heures du matin, je reçus un télégramme secret faisant connaître :

« Que l'empereur d'Allemagne avait abdiqué la veille, et qu'un nouveau gouvernement populaire s'était constitué à Berlin. La garnison de cette ville s'était mise à la disposition du nouveau gouvernement. »

C'était encore bien vague mais, du moins, exact dans le fond.

On se rappelle, en effet, que le 9 novembre, à

onze heures, le chancelier Max de Bade avait pris sur lui d'annoncer l'abdication de l'empereur. bien que ce dernier, dans son entrevue avec Hindenburg et le général Groener une heure auparavant (dix heures), eût formellement refusé de se sacrifier.

Ce même jour, à quatorze heures, M. Scheidemann, du haut du perron du Reichstag, avait confirmé néanmoins l'abdication et proclamé la République.

Ce ne fut qu'à quatorze heures quinze, que Guillaume II consentit à abdiquer comme empereur, en ajoutant toutefois : « Mais non comme roi de Prusse. »

A seize heures, Hindenburg qui venait d'apprendre que des soldats révoltés, animés de très mauvais sentiments contre le souverain, marchaient sur Spa, suppliait Guillaume II de se retirer en Hollande. On a contesté cette démarche du vieux maréchal, mais, lui-même, dans une lettre adressée à l'empereur, le 23 juillet 1922, l'a formellement reconnue et en a accepté toute la responsabilité.

Guillaume II, après une longue et très pénible discussion, finit par accepter la proposition de Hindenburg, et il fut entendu qu'il prendrait un train pour la Hollande, le soir même, à vingt-deux heures.

A vingt-deux heures, tout est prêt. L'empereur arrive sur le quai de la gare, puis, au moment de

monter dans son wagon, change d'idée, déclare qu'il ne partira pas ; il retourne passer la nuit dans la villa qu'il occupait. Nouvelles instances du maréchal, qui finit par décider son ancien maître, et, le lendemain matin, à cinq heures, Guillaume II s'embarque, enfin, pour l'exil. Faut-il rappeler encore qu'il attendit six heures à la frontière, avant de recevoir, du gouvernement hollandais, l'autorisation de la franchir ?

Evidemment, avec les difficultés des communications (car nous étions toujours en guerre, les hostilités n'avaient pas cessé), on conçoit qu'il était vraiment impossible d'être exactement renseigné sur de tels événements.

Cette journée du 10 novembre était un dimanche : M. Clemenceau arriva de bonne heure au ministère, et nous reprîmes notre conversation de la veille.

Vers dix heures, le général Desticker téléphona, de la part du maréchal Foch :

« Que les délégués allemands se montraient particulièrement conciliants, prévenants même et que, dans le but, disaient-ils, d'empêcher le sang de couler inutilement, ils tenaient à indiquer les emplacements des mines retardées dans les régions nouvellement conquises par les troupes françaises. »

« Trop polis pour être honnêtes ! » s'exclama

M. Clemenceau, quand je lui annonçai ces excellents mais étranges sentiments. « S'ils deviennent si conciliants, ajouta-t-il, c'est qu'ils ont reçu des renseignements sur la situation intérieure de l'Allemagne et que, là-bas, cela ne marche pas très bien; c'est plutôt à mon avis, de bon augure pour nos affaires. Quoi qu'il en soit, avec des gaillards comme ceux-là, il est indispensable de prendre ses précautions. »

Et, toujours hanté par ses préoccupations de la veille, vers onze heures, il me chargea de téléphoner au maréchal Foch, les instructions suivantes :

« Avant de signer le protocole d'armistice, il faut absolument exiger des plénipotentiaires allemands qu'ils fassent une déclaration écrite certifiant :

« 1° Qu'ils sont bien les délégués du gouvernement qui fonctionne actuellement à Berlin ;

« 2° Qu'ils considèrent ce gouvernement comme capable d'assurer l'exécution de l'armistice. »

Le maréchal Foch répondit, vers midi, qu'il pensait obtenir facilement la première partie de la déclaration, mais que, pour la seconde, il n'en répondait pas. Il l'obtint cependant.

Dans la soirée, nouveaux coups de téléphone du maréchal faisant connaître que tout faisait prévoir

qu'il arriverait à faire signer l'armistice, par les délégués allemands, dans la nuit même.

A vingt heures étaient arrivés à Rethondes, par T. S. F., deux télégrammes du gouvernement allemand. Le premier était ainsi conçu :

« Le gouvernement allemand accepte les conditions de l'armistice qui lui ont été posées le 8 novembre.

« *Signé* : LE CHANCELIER DE L'EMPIRE. »

Le second débutait par ce même texte, mais était suivi d'une très longue protestation du gouvernement allemand contre les conditions beaucoup trop dures imposées par les Alliés, et qui allaient réduire à la famine tout le peuple allemand, hommes, femmes et enfants.

Ce texte fut transmis, immédiatement, à Paris ; je le communiquai à M. Clemenceau.

Il était près de neuf heures du soir et il était sur le point de se retirer chez lui, rue Franklin : « Décidément, me dit-il, les Allemands seront toujours les mêmes ; ils ne peuvent jamais être nets ; il faut toujours qu'ils ergotent. Ils se rendent très bien compte qu'étant donné la situation intérieure, qui ne doit pas être plus brillante que la situation stratégique, ils sont obligés de signer l'armistice : cela ne les empêche pas d'essayer encore de tergiverser. Qu'attendent les délégués

allemands pour signer? En tout cas, téléphonez au maréchal Foch qu'il se base sur l'acceptation du gouvernement allemand pour exiger la signature immédiate. Il faut en finir. Tenez-vous vous-même toute la nuit au bout du fil et venez me prévenir, dès que vous apprendrez quelque chose d'intéressant. Espérons que la nuit va porter conseil à MM. les Allemands. »

Je transmis aussitôt ces instructions au maréchal Foch.

Vers vingt-deux heures, ce dernier me faisait prévenir qu'un très long télégramme chiffré du maréchal Hindenburg, adressé aux délégués allemands, venait d'arriver à Rethondes.

Le maréchal avait fait alors demander à ceux-ci « s'ils étaient enfin prêts à signer, et que le plus tôt serait le meilleur, s'ils tenaient vraiment, comme ils n'avaient cessé de le répéter, à éviter l'effusion inutile du sang. » Ils répondirent qu'ils étaient prêts, mais qu'ils demandaient, auparavant, l'autorisation de déchiffrer tous les télégrammes qu'ils venaient de recevoir.

Il était difficile de leur refuser cette satisfaction.

A partir de vingt-trois heures, je restai en communication permanente avec les généraux Weygand et Desticker qui se bornèrent, d'ailleurs, à me faire connaître que les délégués allemands continuaient à conférer.

Enfin, vers deux heures du matin (le 11 novembre), ils prévenaient le maréchal Foch qu'ils

étaient prêts à entrer en séance pour signer l'armistice.

A deux heures quinze, s'ouvrit la fameuse conférence qui constitua le dernier acte de la longue tragédie qui avait duré plus de quatre années.

A cinq heures quarante-cinq, je recevais la nouvelle que l'armistice était signé.

Je me précipitai aussitôt chez M. Clemenceau ; j'y arrivai vers six heures.

Je trouvai le président dans sa chambre, éveillé et levé. Il n'avait pas dû dormir beaucoup car, lui aussi, comme tous les bons Français, se demandait si, décidément, cette fois, c'était bien la fin du long cauchemar.

Dès que je lui eus annoncé la bonne nouvelle, il me prit dans ses bras et m'y serra longuement. Très émus tous les deux, nous restâmes ainsi plusieurs minutes sans pouvoir parler. Je repris enfin la parole :

— Monsieur le Président, la grande œuvre est enfin accomplie. Elle fut surhumaine et la France, je l'espère, saura reconnaître tout ce qu'elle vous doit.

Et le président de répondre :

— Oui, à moi et à d'autres.

Puis une phrase me concernant personnellement, et que je ne saurais reproduire, car elle dépassait de beaucoup les services que j'avais rendus au pays.

Ces quelques moments d'émotion passés, je lui narrai les quelques détails qui venaient de m'être communiqués sur la scène de la signature, détails bien connus maintenant, et qu'il serait oiseux de répéter.

Nous arrê tâmes, ensuite, les premières mesures à prendre pour annoncer la nouvelle aux Puissances alliées, et surtout à Paris, à la France.

Je partis aussitôt trouver M. Poincaré, président de la République ; M. Pichon, ministre des Affaires étrangères ; M. Leygues, ministre de la Marine ; enfin le colonel House, l'ami fidèle de la France et du président Clemenceau, qui, à ce moment, représentait, à titre privé, à Paris, M. Wilson, et par conséquent l'Amérique.

Je trouvai tous ces personnages dans le plus simple appareil, mais, pas plus que moi, ils ne s'en préoccupèrent.

Jamais, je puis le dire, messenger ne fut mieux accueilli.

Partout, ce furent des transports de joie, mais des transports mitigés, en quelque sorte, par une émotion profonde.

M. Poincaré, en particulier, l'homme froid par excellence mais, avant tout, l'homme de la frontière, le patriote lorrain, le représentant des pays envahis, me serra longuement les mains avec des larmes plein les yeux. Il me regarda longtemps sans parler, comme un homme qui rêve, ou plutôt qui sort d'un long cauchemar. Que de visions

durent alors lui apparaître, à lui qui, comme chef de l'Etat, avait suivi, pas à pas, minute par minute, toutes les phases de la terrible et si longue tragédie.

Avec M. Pichon, lui aussi profondément ému, nous primes toutes mesures nécessaires pour que les Alliés fussent immédiatement prévenus.

Quant au colonel House, très touché de l'attention du président Clemenceau de lui avoir fait connaître aussitôt la grande nouvelle, il me déclara : « Qu'il éprouvait, en ce moment, la plus grande joie de sa vie. C'était, une fois de plus, dans l'histoire de l'humanité, le triomphe de la civilisation sur la barbarie... », et après quelques instants de recueillement, il ajoutait, la voix étranglée par l'émotion :

« Nos morts du *Lusitania* sont enfin vengés. »

Au ministère de la Guerre, ce furent les mêmes transports et, toute la matinée, les parlementaires affluèrent, venant apporter la contribution de leurs congratulations à l'allégresse générale. De Provins (où se trouvait alors le G.Q.G. français), des coups de téléphone m'apportèrent l'écho de l'immense joie que l'on y éprouvait.

Je ne parle pas du véritable délire que la bonne nouvelle déclencha, au cours de cette journée du 11 novembre, dans Paris et dans toute la France ; le récit en a été fait maintes fois : il ne répond pas, d'ailleurs, à l'objet de cet opuscule.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que, pendant ces

quatre journées des 8, 9, 10 et 11 novembre, les nouvelles les plus extraordinaires n'avaient cessé de circuler dans Paris, et je ne parle pas seulement dans la presse, mais aussi dans les milieux diplomatiques. Je ne les relaterai pas car elles ne présentaient, en somme, aucun intérêt. Je ferai exception cependant pour l'une d'elles, parce qu'elle a eu un retentissement énorme, surtout en Amérique, et que, d'autre part, les agents allemands en France n'y ont peut-être pas été étrangers.

Il s'agit du fameux télégramme, envoyé de Brest en Amérique le 7 novembre, dans l'après-midi, par M. Howard, directeur de l'*United Press* à Paris. Ce télégramme était ainsi conçu :

Urgent

« L'armistice avec l'Allemagne a été signé ce matin, à onze heures. Les hostilités ont cessé à deux heures de l'après-midi. »

C'est l'amiral américain Wilson, commandant en chef des forces navales américaines en France, et dont le quartier général était à Brest, qui avait remis le télégramme à M. Howard. L'amiral l'avait reçu lui-même du commandant Jackson, attaché militaire naval à l'ambassade américaine à Paris.

De l'enquête faite, ultérieurement, il ressortit que le commandant Jackson avait appris cette

nouvelle par un coup de téléphone, donné par une personne en relations officielles avec le ministère de la Guerre français.

Je me rappelle fort bien que, dans la soirée du 7 novembre, je fus assailli, moi-même, de coups de téléphone, venant de l'ambassade américaine, pour demander s'il était exact que l'armistice avait été signé. Je répondis, bien entendu, par la négative, en ajoutant que les délégués allemands n'étaient pas encore arrivés dans nos lignes.

A Brest, la nouvelle se répandit très vite, et toute la population se livra, aussitôt, à une joie folle, mais qui ne dura pas très longtemps, car le démenti arriva presque immédiatement.

Il n'en fut pas de même à New-York et dans toute l'Amérique, où la nouvelle ne fut démentie qu'assez tard : d'où partout des manifestations analogues à celles de Paris le 11 novembre. Enfin, le lendemain 8 novembre, les journaux américains annoncèrent que l'on se trouvait en présence d'une colossale mystification, et la vie normale reprit. Mais le bluff avait été tel que les autorités américaines firent procéder à une enquête minutieuse qui finit par donner la clef de l'énigme.

Beaucoup d'Américains sont persuadés — et peut-être n'ont-ils pas tort — que cette fameuse mystification a été l'œuvre des agents allemands en France, pensant que les démonstrations populaires chez les Alliés pourraient être utiles aux

délégués allemands pour démontrer que leurs adversaires désiraient, eux aussi, ardemment l'armistice, ce qui leur permettrait d'exercer une certaine pression sur leurs protagonistes et faciliterait ainsi leur tâche si ingrate.

C'est possible, mais aucune preuve, jusqu'ici, n'a été apportée à l'appui de cette hypothèse.

CHAPITRE IV

LE DOCUMENT DE RETHONDES

Ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, cette question de l'armistice relevait à la fois de la politique et de la stratégie.

Voilà pourquoi les conditions de l'armistice à imposer aux Allemands avaient été préparées, à la fois, par les hommes d'Etat, sous la direction de M. Clemenceau, et par les commandants en chef des armées alliées, sous la direction du maréchal Foch.

Comme conséquence logique, quand il fallut la régler définitivement avec les Allemands, la mise à exécution s'effectua, d'une part, à Paris (M. Clemenceau), et, d'autre part, à Rethondes (maréchal Foch).

C'est ce qui m'a incité à faire, d'abord, le récit

détaillé et presque minute par minute, de ces journées des 8, 9, 10 et 11 novembre à Paris.

Il reste maintenant à le compléter par l'historique de Rethondes que j'ai annoncé, historique rédigé par un témoin oculaire et qui m'a été remis, par lui, quelques jours après la signature.

Ce récit très court, très précis, très net est un document de première main qui, lui aussi, contribuera puissamment à mettre fin — du moins, j'en espère — à toutes les légendes qui règnent encore sur cette question de l'armistice, aussi bien en Europe qu'en Amérique.

Le voici, dans toute sa simplicité particulièrement éloquente et impressionnante, et aussi dans toute son intégralité : aucun mot, aucune virgule n'y ont été ajoutés ni retranchés.

« Bien des versions ont été données sur les événements des journées du 8 au 11 novembre, qui ont précédé la signature de l'armistice. Voici, d'après les documents officiels, comment les choses se sont exactement passées.

« Les pourparlers ont eu lieu dans la voiture-bureau du train spécial du maréchal Foch. Ce train et celui qui a amené de Tergnier les plénipotentiaires allemands étaient garés sur des voies construites pour le tir des pièces d'artillerie à grande puissance, à proximité de la gare de Rethondes, en forêt de l'Aigle.

« *Le 8 novembre*, à sept heures, arrive le train des plénipotentiaires allemands. Le maréchal fait savoir à ceux-ci qu'il peut les recevoir à partir de neuf heures. Ils demandent à être reçus à neuf heures et se rendent, à l'heure dite, au train du maréchal.

« Le maréchal est assisté de l'amiral britannique sir Rosslyn Wemyss, du général Weygand, de l'amiral Hope. Les Allemands : M. Erzberger (secrétaire d'Etat impérial), comte Oberndorf, général von Winterfeld, capitaine de vaisseau Vanselow, lui remettent leurs pouvoirs dont la vérification prend quelques instants. Les présentations ont lieu, et on prend place à la table de la conférence.

« Le maréchal Foch demande aux Allemands l'objet de leur démarche.

« M. ERZBERGER. — La délégation est venue pour *recevoir les propositions* des puissances alliées en vue d'arriver à un armistice.

« LE MARÉCHAL. — Je n'ai *aucune proposition* à faire, mais si les délégués allemands *demandent* l'armistice, je puis faire connaître les conditions dans lesquelles il pourra être obtenu.

« M. ERZBERGER et le comte OBERNDORF. — *Le Gouvernement allemand demande l'armistice.*

« Le maréchal fait donner lecture des clauses de l'armistice.

« Le général von Winterfeld demande, au nom du Gouvernement allemand, l'arrêt immédiat

des hostilités, avant qu'une décision soit prise.

« LE MARÉCHAL. — Les conditions d'armistice ont été arrêtées par les Gouvernements alliés ; le maréchal aidera dans la mesure du possible les délégués à arriver rapidement à une conclusion, mais les hostilités ne peuvent cesser avant la signature de l'armistice.

« Les Allemands demandent, ensuite, de prolonger de vingt-quatre heures les délais de réponse.

« LE MARÉCHAL. — Le délai a été fixé par les Gouvernements alliés et associés ; le maréchal ne peut le modifier. Les délégués allemands ont donc soixante-douze heures pour répondre.

« Les Allemands informent leur gouvernement par T.S.F. de la remise des conditions d'armistice, et envoient le capitaine von Helldorf porter au G.Q.G. allemand le texte complet.

« Les assistants de M. Erzberger ont, au cours de la journée, des conversations particulières avec le général Weygand et l'amiral Hope : ils demandent des explications et des adoucissements à certaines clauses de l'armistice. Il leur est donné les explications demandées et spécifié que toute demande, de leur part, devra être faite par écrit.

« *Le 9 novembre.* — A quinze heures quarante-cinq, les délégués allemands remettent le texte de leurs « Observations relatives aux conditions de l'armistice ».

« *Le 10 novembre.* — « Réponse » est faite par écrit aux « Observations » présentées la veille. Le

même jour, le maréchal fait remettre aux plénipotentiaires allemands une note leur rappelant que les délais expirent le lendemain et qu'ils ont à provoquer, sans retard, une réponse du chancelier allemand.

« Entre dix-neuf et vingt heures arrivent, par T. S. F., deux télégrammes du chancelier allemand, dont le premier est ainsi conçu :

« Le Gouvernement Allemand aux Plénipotentiaires auprès du Haut Commandement des Alliés :

« Le Gouvernement Allemand accepte les conditions de l'armistice qui lui ont été posées le 8 novembre.

« LE CHANCELIER DE L'EMPIRE. »

« Puis arrive, à vingt et une heures, un long télégramme chiffré du maréchal von Hindenburg.

« Les délégués allemands sont priés, afin d'arrêter au plus tôt l'effusion de sang, de faire connaître, dès qu'ils le pourront, l'heure à laquelle ils seront prêts à signer.

« *Le 11 novembre.* — A deux heures cinq du matin, les délégués allemands font connaître qu'ils sont prêts à entrer en séance. La séance s'ouvre à deux heures quinze.

« Lecture est donnée du texte de l'armistice, tel qu'il a été établi dans la « Réponse aux Observations ». Ce texte est lu, discuté, arrêté, article par

article : à cinq heures cinq, on est d'accord sur la rédaction définitive ; à cinq heures dix, les plénipotentiaires alliés et allemands y apposent leur signature.

« M. Erzberger demande la parole et lit une déclaration protestant contre la rigueur des conditions de l'armistice.

« Le maréchal Foch déclare la séance terminée, et les Allemands se retirent.

« Le maréchal rentre à Paris pour remettre au président du Conseil le texte de la Convention d'armistice qui devait être lue aux Chambres dans l'après-midi.

« A onze heures, le canon annonçait que les hostilités étaient arrêtées sur tout le front.

« Telles sont, dans toute leur simplicité et leur précision historique, les circonstances de cet événement mémorable qui consacra définitivement la défaite de l'Empire allemand et marqua le triomphe des armées alliées. »

Ce double historique de l'armistice à Paris et à Rethondes, basé sur les dires de deux témoins oculaires, répond au but qui a été poursuivi : établir la vérité. Il constitue évidemment le principal témoignage, mais il ne saurait suffire pour établir la vérité, et cela parce que cette question de l'armistice, comme je l'ai déjà fait remarquer, a donné lieu à une foule de légendes, dont certaines présentent, sur le fond même, une très grande

importance. Je les examinerai ultérieurement, mais je tiens à traiter, dès maintenant, dans ce chapitre même, celle qui a soulevé le plus grand nombre de polémiques, et qui présente un intérêt capital : « On aurait, a-t-on dit et répété, signé l'armistice beaucoup trop tôt. Il eût fallu continuer la guerre au moins un ou deux mois de plus. »

Le 11 novembre 1918, jour de la signature de l'armistice, je puis assurer qu'on n'entendait certainement pas — et cela dans aucun milieu allié — la fameuse phrase tant répétée, depuis : « Quel malheur que nous n'ayons pu continuer la guerre une année de plus ! »

Evidemment, si nous n'avions cessé les hostilités, nous aurions obtenu l'énorme avantage de porter celles-ci en pleine Allemagne, et même jusqu'à Berlin. Nos escadrilles de bombardement, en particulier, étaient toutes prêtes, cette fois, à aller jeter la désolation et la destruction sur certains points particulièrement sensibles de l'Allemagne, tels que la Ruhr, source principale de la richesse allemande, et Francfort-sur-le-Mein, la ville des banquiers qui en symbolise l'aboulement.

Mais, pratiquement, le pouvait-on, étant donné que cette guerre était une guerre d'alliés et que nul, parmi les Alliés, ne pouvait prévoir les journées si tragiques pour l'Allemagne, des 8, 9 et 10 novembre ?

Avant de donner mon avis à ce sujet, et avant de trancher une question aussi grave, je tiens à donner celui d'hommes qui étaient particulièrement bien placés pour émettre une opinion : M. Clemenceau, les maréchaux Foch et Joffre, le colonel House, l'interprète Mantoux.

CHAPITRE V

L'ARMISTICE PRÉMATURÉ

Et tout d'abord, voyons ce que pensait de cette question « d'un armistice prématuré » cet homme si droit si sûr, si plein de bon sens, le colonel House, qui connaissait admirablement les affaires d'Europe et qui avait suivi, de si près, toutes les phases de la grande guerre.

Dans une lettre adressée, le 3 juillet 1920, à M. Mantoux, ex-interprète à la Conférence de la Paix, voici ce qu'il disait à ce sujet :

« On répète souvent que la paix a été prématurée, et qu'il eût fallu continuer la guerre soixante jours de plus pour écraser complètement l'Allemagne.

« Il est facile de critiquer, une fois que l'on peut juger d'après les événements passés. Mais tandis que nous tenions séance à Versailles, durant ces jours décisifs de l'automne 1918, nous efforçant d'obtenir tous les fruits de la victoire sans sacrifier de nouvelles vies, il était difficile de dire où finissait notre devoir envers la cause et où finissait notre devoir entre nos braves soldats. »

Le 9 novembre 1918, à Senlis, au cours de l'entretien (que j'ai rapporté au chapitre II), entre M. Clemenceau et le maréchal Foch, le Président demanda à ce dernier « si lui, militaire, ne voyait aucun inconvénient, aucune faute politique ou stratégique, à accorder l'armistice aux Allemands ». Et le maréchal de répondre sans hésitation : « Je n'y vois que des avantages ; continuer la lutte plus longtemps serait jouer gros jeu. Ce serait peut-être cinquante mille ou cent mille Français de plus que nous ferions encore tuer, sans compter les Alliés, et pour des résultats bien problématiques. Je me le reprocherais toute ma vie. Il y a eu, hélas ! assez de sang versé, cela suffit. » Sur quoi, M. Clemenceau répondit : « Je suis, maréchal, tout à fait de cet avis. »

Je tiens à rappeler que cette scène eut lieu le 9 novembre, c'est-à-dire, comme je l'ai déjà fait remarquer, à un moment où l'on ne savait encore que très vaguement ce qui se passait en Allemagne, au point de vue de la situation intérieure.

Le maréchal Foch émit, d'ailleurs, cette opinion plusieurs fois, soit au cours de séances de la Conférence de la Paix, soit dans des réunions chez le colonel House, rue de l'Université.

Ainsi, le 29 octobre 1918, notamment, à une question posée, à ce sujet, par MM. House et Lloyd George, le maréchal répondait : « Les conditions auxquelles se sont arrêtés les conseillers militaires sont celles-là mêmes que nous devrions et pourrions imposer après le succès de nos prochaines opérations. Si donc les Allemands les acceptent, il est inutile de continuer la bataille. » (Paroles rapportées par M. Tardieu dans son livre si documenté, si passionnant : *La Paix.*)

D'autre part, le 20 juillet 1920, a paru dans le journal *Excelsior*, et dans certains journaux américains, une lettre de M. Mantoux, qui assista, en qualité d'interprète, à tous les entretiens entre les Alliés sur l'armistice. Cette lettre, adressée au colonel House, vient encore à l'appui de la thèse de ce dernier.

M. Mantoux s'exprime ainsi :

« Il y eut naturellement des discussions sur des questions de détail dans les termes de l'armistice. Mais les gouvernements alliés, les militaires et les hommes d'Etat semblaient être absolument d'accord sur ce fait, qu'il était désirable que l'armistice fût conclu, à condition, bien entendu, que

les Allemands acceptassent les conditions proposées, ce qui équivalait presque à une capitulation. Ni les militaires, ni les hommes d'Etat ne savaient, alors, tout ce que nous avons appris, depuis, sur la situation intérieure de l'Allemagne et sur l'état de l'armée allemande. Nos pertes, si grandes après quatre années d'hostilité, étaient devenues particulièrement lourdes pendant les semaines de combats acharnés et continus qui marquèrent la dernière phase de la guerre. Sans parler des considérations purement militaires, les hommes d'Etat sentaient très vivement que les populations, qui s'étaient montrées prêtes à tous les sacrifices pour une juste cause, ne pardonneraient jamais à leurs chefs, si elles les soupçonnaient d'avoir prolongé la lutte au delà des limites de la nécessité. »

De son côté, le maréchal Joffre, lors d'une visite que je lui avais faite le 16 octobre 1918, au sujet d'un voyage qu'il devait effectuer à Londres, avait exprimé une opinion à peu près analogue. J'avais l'habitude, toutes les fois que se présentaient des questions un peu importantes le concernant, d'aller voir moi-même le vainqueur de la Marne. Ce jour-là, comme de coutume, je l'avais trouvé très calme, très averti de toutes les questions à l'ordre du jour, et exprimant ses avis avec son grand bon sens habituel. Nous parlâmes, naturellement, des conditions d'armistice à imposer.

ser aux Allemands : c'était la grande question à l'ordre du jour.

Il m'exposa longuement ses idées à ce sujet, et termina en disant :

— Voyez-vous, les Allemands sont vaincus, c'est entendu, mais ils représentent encore un grand peuple. Si nous voulons qu'ils s'inclinent devant le destin et que, dès maintenant, ils ne se mettent pas à penser à la revanche, il faut exiger le nécessaire, mais rien de plus, et surtout ne pas chercher à les humilier : ce ne serait d'ailleurs pas digne de vainqueurs. Donc, quand ils demanderont l'armistice, qu'on le leur accorde, mais sans rien exagérer.

C'étaient là de nobles paroles qui me frappèrent beaucoup, et que je n'oubiai pas dans les semaines qui suivirent.

Depuis l'armistice, on a essayé également de rejeter sur les hommes d'Etat la responsabilité de cette signature prématurée.

Or, l'armistice — on ne saurait trop le répéter — a été signé sur l'avis unanime de tous les Alliés, hommes d'Etat aussi bien que généraux responsables, et après acceptation des conditions proposées par le maréchal Foch.

On se rappelle, en effet, que le 23 octobre, M. Wilson, en faisant connaître aux Alliés que leurs conditions étaient acceptées par l'Allemagne, les pria de demander à leurs conseillers militaires « de soumettre les conditions néces-

saires que doit remplir un armistice de nature à protéger, d'une manière absolue, les intérêts des peuples en cause, et à assurer aux gouvernements associés le pouvoir illimité de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix à laquelle le gouvernement allemand a consenti, pourvu toutefois que les conseillers militaires jugent un pareil armistice possible au point de vue militaire ».

C'était très net. L'armistice ne devait être conclu que si les conseillers militaires, c'est-à-dire les commandants en chef, estimaient qu'il y avait lieu d'arrêter les hostilités.

Voilà pourquoi, dès le lendemain, 24 octobre, M. Clemenceau pria le maréchal Foch, après avoir réuni et consulté les commandants en chef alliés, de donner son avis sur cette grave question.

D'où la réunion à Senlis, le 25 octobre, de tous ces grands chefs qui furent fidèles au rendez-vous, sauf le général Gillain, chef d'état-major de l'armée belge, qui ne put arriver à temps. On se souvient que la discussion fut longue, très animée, mais des plus courtoises. Seul, le maréchal Haig trouva les conditions imposées aux Allemands un peu trop dures, mais le maréchal Foch, très soutenu par les généraux Pétain et Pershing, finit par convaincre le maréchal anglais, qui se déclara prêt à adhérer au projet français. En tout cas, aucun des commandants en chef ne fut d'avis qu'il fallait refuser l'armistice.

Le lendemain, 26 octobre, le maréchal Foch adressait à M. Clemenceau la fameuse lettre qui commence ainsi :

« Après avoir consulté les commandants en chef des armées américaines, britanniques et françaises, j'ai l'honneur de vous faire connaître les conditions militaires auxquelles peut être consenti un armistice capable de protéger, d'une manière absolue, les intérêts des peuples alliés, et d'assurer aux gouvernements associés le pouvoir sans limites de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix à laquelle le gouvernement allemand a consenti. »

Suivaient les conditions, sensiblement les mêmes, d'ailleurs, que celles qui furent présentées aux Allemands le 8 novembre.

Puis ce sont les séances préparatoires au Conseil supérieur de la guerre (qui siégeait à Versailles) des 27, 28 et 29 octobre, au cours desquelles le maréchal ne cesse de répéter qu'il est temps d'arrêter les hostilités.

Le 29 octobre, en particulier, il prononce les paroles suivantes, à la suite de questions très pressantes du colonel House et de M. Lloyd George, paroles que j'ai déjà rapportées ci-dessus :

« Sur le fond, je dis ceci : les conditions auxquelles se sont heurtés vos conseillers militaires

sont celles-là mêmes que nous devrions et pourrions imposer après le succès de nos prochaines opérations. *Si donc les Allemands les acceptent, il est inutile de continuer la bataille.* »

La deuxième partie de cette dernière phrase est caractéristique, mais la première partie est éminemment suggestive : elle montre bien quelle était, à ce moment, la mentalité des Alliés, que ne faisait que refléter, très exactement, le maréchal Foch.

C'était bien le doute, en effet, qui régnait dans leur âme : tous se demandaient si les Allemands accepteraient les conditions de l'armistice, tellement ces conditions paraissaient draconiennes.

Je ne saurais trop répéter que lorsque, après coup, on a la prétention de porter un jugement équitable sur les événements passés, il faut, avant tout, tâcher de se représenter l'état d'âme du moment des hommes qui avaient la lourde charge des responsabilités. Sinon on court à l'erreur et, par suite, au lieu de faire de l'Histoire, on fait du roman.

En résumé, de l'ensemble de ces faits et de ces dates, il faut bien reconnaître, en toute équité, que, conformément à la demande de M. Wilson et à la logique, l'armistice ne fut signé que lorsque le haut commandement militaire eut jugé qu'il était possible, et qu'il en eut fixé les conditions.

On ne voit donc pas très bien ce que vient faire,

là encore, cette légende qui en attribue toute la responsabilité aux hommes d'Etat.

Et maintenant, il faut conclure : les hommes d'Etat et les généraux alliés se sont-ils trompés en signant, le 11 novembre 1918, l'armistice ? Ont-ils commis une faute ? D'autres hommes auraient-ils mieux fait ? Il me semble qu'après cette étude détaillée de l'armistice, basée sur des faits, sur des témoignages de témoins oculaires, on peut répondre, sans hésitation, que ces hommes ne se sont pas trompés et que d'autres, à leur place, n'auraient certainement pas fait meilleure besogne.

Comme on a pu le voir, peuples et dirigeants étaient las de la guerre ; tous aspiraient avec passion à la paix. La guerre de mouvement, au cours de ces dernières semaines, venait de reprendre et avait entraîné, forcément, des pertes très lourdes. D'autre part, quand les négociations pour l'armistice commencèrent, le 8 novembre, à Rethondes, les Alliés n'avaient aucun renseignement précis sur l'état d'âme des armées allemandes : elles battaient en retraite, évidemment, mais tenaient tête et luttaient vaillamment. Comment supposer, dès lors, la vérité, c'est-à-dire que beaucoup de troupes allemandes ne voulaient plus se battre ? Les Alliés ignoraient aussi la situation intérieure en Allemagne : le kaiser, on l'a vu, n'abdiqua que le 9 novembre, dans l'après-midi.

Il faut donc reconnaître que tous ces hommes qui ont eu à prendre la responsabilité de l'armistice,

ne pouvaient faire autrement et ont bien mérité de leur patrie, en particulier les Clemenceau et les Foch.

Ce que l'on pouvait faire, par contre, et nous le montrerons un jour, c'était de déclencher, dans les premiers jours de novembre, la fameuse attaque stratégique de Lorraine. C'était possible : sa réussite, qui était sûre, aurait eu une répercussion énorme, et, *ipso facto*, aurait retardé l'armistice qui, dès lors, aurait été signé à Berlin.

Là encore, comme nous le démontrerons, il ne faut pas en imputer la faute aux hommes qui dirigeaient la guerre, mais à des errements déplora-
bles, qui existaient déjà, bien avant que celle-ci ne fût déchaînée.

CHAPITRE VI

LA PRÉPARATION INSUFFISANTE DES CONDITIONS DE L'ARMISTICE

Ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, cette question de l'armistice a donné lieu, depuis la fin de la guerre, à un certain nombre de légendes. J'en ai déjà traité une, la principale, mais il y en a encore d'autres, qu'il est indispensable de signaler et de détruire.

C'est tout d'abord la préparation soi-disant insuffisante des conditions de l'armistice ; c'est aussi la carence de renseignements chez les Alliés au cours de la première décade de novembre 1918, enfin c'est la fameuse légende, créée de toutes pièces par les Allemands, et que l'on a appelée « la légende du coup de poignard dans le dos ».

Que de fois n'a-t-on pas reproché aux hommes d'Etat alliés, et en particulier à M. Clemenceau, qui dirigeait politiquement la guerre, de n'avoir pas fait étudier suffisamment les conditions de l'armistice !

Là encore, bien placé pour émettre un avis à ce sujet, puisque, par mes fonctions mêmes, j'étais astreint à suivre, minute par minute, tout ce genre de problèmes, j'affirme que toutes les grosses questions d'ordre politique ou militaire, concernant l'armistice, ne furent pas traitées « à la vapeur », mais furent, au contraire, longuement et minutieusement étudiées. C'est ce que je vais essayer de démontrer, en m'appuyant, comme toujours, *sur les faits*.

Dès les premiers jours d'octobre 1918, on savait que les Allemands avaient l'intention de demander un armistice. Mais ce ne fut que le 5 octobre, par un télégramme intercepté et déchiffré par notre service du chiffre, que l'on apprit, d'une façon ferme, que les Allemands étaient à bout et absolument décidés à demander grâce. C'était le fameux télégramme adressé par Max de Bade (chancelier depuis le 1^{er} octobre) au président Wilson, par l'intermédiaire du gouvernement suisse. Dans ce télégramme, il demandait de faire convoquer les belligérants à des négociations de paix et la conclusion immédiate d'un armistice.

On eut donc près d'un mois pour étudier et préparer les conditions de celui-ci.

Dès le 5 octobre, — c'est-à-dire le jour même où l'on connut ce télégramme, — M. Clemenceau demanda au maréchal Foch de préparer un travail à ce sujet, et le maréchal, à son tour, pria les commandants en chef des différentes armées alliées de lui faire connaître, le plus tôt possible, leurs desiderata.

De mon côté, je fis établir, par les officiers de mon cabinet et ceux de la Section historique du ministère de la Guerre, une étude très fouillée, très détaillée de tous les armistices conclus par les grandes puissances au cours du XIX^e siècle, afin d'être bien certain, quand l'heure sonnerait d'imposer nos conditions aux Allemands, de ne rien oublier (ce qui, dans l'Histoire, s'est plusieurs fois présenté).

Le 8 octobre, le maréchal adressait au président du Conseil une longue note, dans laquelle il insistait tout particulièrement sur les points suivants :

1° Il fallait exiger, avant tout, que les Allemands et leurs alliés évacuent immédiatement tous les pays qu'ils occupaient encore ;

2° Les Alliés occuperaient, à leur tour, toute la rive gauche du Rhin, avec de larges têtes de pont sur la rive droite.

Ces garanties capitales exigées, on discuterait ensuite les questions de détail.

Le président approuvait, en principe, ces conclusions, et, dès le lendemain, 9 octobre, priait le maréchal Foch de venir les exposer devant les

chefs des gouvernements alliés, qui se réunissaient au quai d'Orsay pour examiner la réponse de M. Wilson à la demande d'armistice des Allemands.

Au cours de cette réunion, le maréchal Foch, très soutenu par M. Clemenceau, insista tout particulièrement pour que, dans les conditions d'armistice, non seulement on exigeât des Allemands l'évacuation de tous les pays qu'ils tenaient, mais qu'on spécifiât encore que les Alliés occuperaient immédiatement les pays rhénans et de solides têtes de pont sur la rive droite.

M. Lloyd George fit, à ce sujet, quelques objections, mais, cette fois, n'insista pas d'une façon particulière, et le maréchal Foch fut chargé de mettre sur pied, le plus tôt possible, une note détaillée résumant les conditions à imposer aux Allemands.

A partir de ce moment, 9 octobre, et jusqu'au 24 de ce même mois, les échanges de notes continuent entre M. Wilson et les Allemands, mais, en France, on se rend bien compte que la décision est proche ; tout le monde travaille fiévreusement à cette question de l'armistice.

Le 19, le maréchal Foch adresse une longue lettre à M. Clemenceau, dans laquelle, tout en traitant, d'une façon générale, les conditions à poser, il demande à être tenu très au courant de toutes les négociations, entre les Alliés, concernant cette grave question. Il estime que, pour

arrêter définitivement les clauses de la convention, il lui est indispensable de connaître les intentions ultérieures des Alliés au sujet des garanties militaires et économiques à exiger des Allemands. C'était vrai au point de vue théorique, mais, dans la réalité, on se heurtait à une véritable impossibilité, car — on ne saurait trop le rappeler — cette guerre était une guerre d'alliés. Qui donc, à ce moment-là, alors que l'armistice était à peine envisagé, aurait pu obtenir, auprès des chefs des gouvernements alliés, des précisions au sujet de ces garanties ?

M. Clemenceau essaya de le faire comprendre au maréchal Foch, tout en le mettant, le plus possible, au courant des négociations, mais il ne réussit pas à le convaincre.

Evidemment, c'était toujours l'éternelle question de « politique et stratégie ». Or, c'est la politique qui conduit la guerre, et la stratégie, suivant la parole de Clausewitz, « n'en est que l'instrument ; elle doit en prendre le caractère et les dimensions. »

Le colonel Feyler, écrivain militaire suisse de la plus haute valeur, rappelle, lui aussi, que « la politique commande la stratégie ».

D'autre part, au cours de cette période, le maréchal Foch, dans les entrevues qu'il avait avec les commandants des armées alliées, sentait très bien qu'ils n'étaient pas partisans d'imposer aux Allemands des conditions particulièrement sévères,

c'est-à-dire celles que M. Clemenceau et lui-même envisageaient. Il se rendait très bien compte que ces généraux se laissaient influencer, à ce point de vue, d'une part par les hommes politiques de leur pays respectif, d'autre part par leurs subordonnés immédiats, qui avaient plutôt une tendance, à ce moment, à exagérer les fatigues et les pertes de leurs troupes. Evidemment, la lutte était encore dure : les Allemands se battaient toujours avec courage et les pertes, des deux côtés, étaient lourdes.

J'ai entendu moi-même des généraux anglais estimer « que si l'on continuait la guerre, on ne pourrait pas la terminer avant l'année suivante, car il faudrait de longs mois pour forcer les lignes allemandes. Dans ces conditions il ne fallait pas se montrer trop dur vis-à-vis des Allemands, et se contenter de l'évacuation de l'Alsace-Lorraine, de la Belgique et de la France du Nord ».

Ce n'était l'avis ni du maréchal Foch ni de M. Clemenceau, qui, plus que jamais, se montraient intransigeants et absolument décidés à exiger, des Alliés, l'occupation des pays rhénans et des têtes de pont de la rive droite du Rhin.

En attendant, d'ailleurs, le maréchal Foch poussait ferme ses armées et prenait l'offensive sur tout le front.

Dans la matinée du 24 octobre arriva enfin la

note de M. Wilson, si impatiemment attendue. Cette fois, elle était des plus nettes et donnait toute satisfaction aux Alliés : le président des Etats-Unis, lui aussi, était d'avis de n'accorder l'armistice aux Allemands que s'ils acceptaient « une capitulation sans conditions ». C'était là une bonne nouvelle, car tout était à craindre avec « un homme à principes » comme M. Wilson.

Dès que le télégramme fut complètement déchiffré, je le portai à M. Clemenceau, mais j'avais pu déjà lui en annoncer la substance aussitôt qu'il parvint. J'avais, en effet, au bureau du Chiffre, des officiers de premier ordre, très habilement dirigés par le colonel Cartier, qui devinaient, en quelques minutes, le sens général des télégrammes chiffrés les plus difficiles.

Dans l'après-midi même (1), le maréchal Foch et le général Pétain eurent une longue entrevue avec le président. Il devenait urgent, en effet, d'arrêter définitivement les conditions de l'armistice, car, maintenant, les Allemands pouvaient faire, d'un jour à l'autre, des propositions à ce sujet ; il fallait donc que les Alliés se missent tout à fait d'accord, et l'on pouvait prévoir que, comme toujours, cela ne serait peut-être pas des plus facile. En tout cas, à l'issue de cette conférence, les deux commandants en chef et le pré-

(1) C'est au cours de cet après-midi que l'on apprit, à Paris, que l'offensive italienne contre les Autrichiens était déclenchée depuis le matin.

sident furent, eux, tout à fait d'accord : le projet du maréchal fut adopté, en y ajoutant, toutefois, certaines clauses présentées par le général Pétain et surtout par le cabinet militaire de M. Clemenceau, clauses qui renforçaient encore le projet. D'autre part, M. Clemenceau prescrivit au maréchal de réunir, dès le lendemain, à Senlis, tous les commandants en chef des différentes armées alliées, de leur soumettre le projet qui venait d'être arrêté et de leur demander, dès maintenant, leurs objections, afin que, devant le Conseil suprême, qui allait être réuni incessamment, il n'y ait pas de difficultés du côté des militaires.

Le lendemain 25 octobre, le maréchal Haig, le général Pershing et le général Pétain étaient réunis chez le maréchal Foch, à Senlis. La discussion fut longue, mais des plus courtoises. Seul, cette fois, le maréchal Haig, comme on l'a déjà vu, trouva les conditions imposées aux Allemands un peu sévères, mais le maréchal Foch, très soutenu par les généraux Pétain et Pershing, finit par convaincre le maréchal anglais, qui se déclara dès lors prêt à se rallier au projet français.

Le 26, le maréchal était à Paris et venait rendre compte au président, vers quinze heures, du résultat de la conférence de la veille. L'entrevue fut assez longue ; elle en valait d'ailleurs la peine, car il s'agissait d'arrêter les grandes lignes de l'armistice, ce qui fut fait.

En sortant du ministère de la Guerre, le maréchal Foch, sur la prière de M. Clemenceau, se rendit à l'Élysée, pour mettre au courant le président de la République des décisions qui venaient d'être prises.

Dès le lendemain, 27 octobre, le maréchal adressait au président du Conseil le projet d'armistice suivant, qu'il avait *définitivement* arrêté et qui, dans la suite, ne subira que quelques additions ou modifications ne présentant pas, en principe, une importance capitale :

1° Evacuation immédiate des pays envahis contrairement au droit : Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg.

Rapatriement immédiat de leurs habitants.

Abandon d'une partie du matériel ennemi de la région évacuée.

Cette évacuation devra être faite dans des conditions de rapidité qui interdisent à l'ennemi d'enlever une grande partie du matériel de guerre et approvisionnements de toute nature qui y sont réunis, c'est-à-dire dans les délais suivants :

Au bout de quatre jours, les troupes allemandes devront s'être retirées au delà de la limite 1 de la carte jointe ;

Au bout de quatre nouveaux jours, au delà de la ligne 2 ;

Au bout de six nouveaux jours, au delà de la ligne 3.

La Belgique, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine

seront, ainsi, libérés dans un délai total de quatorze jours.

Les délais compteront du jour de la signature de l'armistice.

En tout cas, le matériel total abandonné par l'ennemi devra s'élever à :

5.000 canons (la moitié lourds, la moitié de campagne) ;

3.000 mitrailleuses ;

3.000 minenwerfer,

à livrer sur place, dans des conditions de détail à fixer.

Les troupes alliées suivront, dans ces pays, la marche de l'évacuation, qui s'effectuera conformément à des règlements de détail ultérieurs.

2° Evacuation des pays de la rive gauche du Rhin par l'armée ennemie.

Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des troupes alliées d'occupation.

Les troupes alliées assureront l'occupation de ces pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblenz, Cologne, Strasbourg), avec, en ces points, des têtes de pont de trente kilomètres de rayon sur la rive droite, tenant également les points stratégiques de la région.

Une zone neutre sera réservée, sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement au fleuve et à quarante kilomètres à l'est,

de la frontière suisse à la frontière hollandaise.

L'évacuation par l'ennemi des pays du Rhin sera réalisée dans les délais suivants :

Jusqu'au Rhin, huit jours après les délais indiqués ci-dessus (vingt-deux jours, au total, à dater de la signature de l'armistice) ;

Au delà de la zone neutre : trois jours supplémentaires (vingt-cinq jours, au total, à dater de la même signature).

3° Dans tous les territoires évacués par l'ennemi, il ne sera fait aucune destruction d'aucune sorte, ni apporté aucun dommage au préjudice à la personne ou à la propriété des habitants.

4° L'ennemi devra livrer, dans des conditions à déterminer, 5.000 locomotives et 150.000 wagons en bon état de marche.

5° Le commandement allemand sera tenu de signaler toutes les mines ou dispositifs à retard agencés sur le territoire évacué, et d'en faciliter la recherche et la destruction, sous peine de représailles.

6° L'exécution par l'ennemi de ces conditions prendra, au total, un délai de vingt-cinq jours. Afin de garantir cette exécution, le blocus sera intégralement maintenu pendant tout ce délai. C'est seulement une fois ce délai écoulé et les conditions remplies, que le ravitaillement de l'ennemi pourra être autorisé, suivant les accords spéciaux qui le régleront.

7° Les prisonniers alliés seront rendus, dans le

plus bref délai possible, dans des conditions dont le détail sera réglé ultérieurement.

*

* *

Le 29 octobre commencèrent les conférences alliées pour l'examen des conditions de l'armistice à imposer aux Allemands, lorsqu'ils en adresseraient la demande. Elles eurent lieu, tantôt au Quai d'Orsay, tantôt au ministère de la Guerre, tantôt chez le colonel House, et enfin à Versailles, siège du Conseil supérieur de guerre.

La première eut lieu au Quai d'Orsay. M. Lloyd George, arrivé la veille de Londres, y assistait, ainsi que le colonel House (1), qui représentait M. Wilson et par conséquent l'Amérique.

(1) Quand on avait un peu « pratiqué » le colonel House, on se rendait très bien compte des raisons qui avaient incité M. Wilson à lui accorder sa confiance et même son amitié.

Le colonel House est un homme très cultivé, particulièrement fin, doué d'une intelligence des plus vives, courtois, distingué, qui a retiré de ses voyages à travers le monde, et surtout en Europe, non seulement une profonde connaissance des hommes et des choses, mais encore des idées générales très développées. Enfin, il représente le type de l'honnête homme par excellence, profondément estimé de tous ceux qui l'ont approché. M. Wilson s'était très bien rendu compte que le colonel avait tout pour réussir auprès des hommes d'Etat français et anglais, et surtout qu'il possédait ce qui manquait surtout à lui, Wilson : la connaissance de l'Europe.

Il aurait dû, par conséquent, s'en remettre à lui en toutes circonstances et jusqu'au bout. Il ne le fit pas. Pourquoi ? Nous l'ignorons. D'ailleurs, dès que l'on poussait

La séance fut assez orageuse. M. Clemenceau en sortit très énervé, exaspéré même, et le soir, quand il m'en raconta les principaux incidents, il en était encore pâle d'émotion.

Dès que la lecture du projet établi par le maréchal Foch fut terminé, M. Lloyd George et le colonel House demandèrent la parole et l'on put voir alors, nettement, qu'ils étaient bien décidés à ne pas laisser imposer à l'Allemagne les conditions proposées par la France. M. Lloyd George, en particulier, reprit presque tous les arguments exposés, à Senlis, le 25 octobre, par le maréchal Haig : les armées allemandes étaient loin d'être détruites, elles se battaient encore très bravement et, d'autre part, les armées anglaises et françaises étaient très fatiguées, combattant sans relâche depuis quatre mois. Quant à l'armée américaine, elle n'était pas encore en état de voler de ses propres ailes. Il ne fallait donc pas pousser les Allemands à bout, mais, au contraire, leur imposer des conditions acceptables, donc raisonnables. En conséquence, vouloir occuper la rive gauche du Rhin, avec des têtes de pont sur la rive droite, enfin, réclamer la livraison du matériel de guerre

le colonel House à fond, on constatait souvent chez lui certaines hésitations, certains scrupules, contraires cependant à sa nature d'abord, à ses opinions ensuite, qui étaient très nettes. On voyait bien, dès lors, combien il avait de peine à adapter les rêveries de M. Wilson aux réalités des vieux États européens, réalités qu'il connaissait mieux que personne.

presque tout entier, lui semblait vraiment exagéré.

Le colonel House, sans être aussi absolu, fit, de son côté, de nombreuses réserves qui étonnèrent d'autant plus M. Clemenceau que le général Bliss, représentant des Etats-Unis au Conseil des délégués militaires, dans les discussions qui venaient d'avoir lieu au sujet des conditions de l'armistice, s'était montré particulièrement dur pour les Allemands. Dès que l'on avait parlé de l'armistice, il n'avait pas hésité à déclarer *qu'à son avis* « le moment n'était pas encore venu de le conclure, et qu'il n'y aurait lieu de le signer que lorsque les Alliés seraient à Berlin ».

En tout cas, il estimait que le texte présenté par le maréchal Foch était beaucoup trop long et que les conditions de l'armistice prévues par les Alliés pouvaient se résumer en deux lignes : « Désarmement total et démobilisation complète. »

J'ajoute que je partageais complètement les idées du général Bliss et ne manquais jamais l'occasion de le clamer *urbi et orbi*.

En vain M. Clemenceau déploya-t-il toute son éloquence, toute son ardeur patriotique à essayer de convaincre ses partenaires. Il n'y réussit pas et vit bien que, ce jour-là, il s'adressait à des gens absolument irréductibles. Il demanda donc à remettre la séance au lendemain, et l'on se donna rendez-vous au ministère de la Guerre.

Je vis rarement le président aussi triste, aussi

soucieux, aussi nerveux que ce soir-là, et le lendemain matin, en effet, quand je lui demandai comment il avait passé la nuit, il me répondit « qu'il n'avait pas fermé l'œil mais qu'il en avait profité pour réfléchir longuement et que, quoi qu'il arrive, *il ne laisserait pas saboter la victoire.* »

Le lendemain 30 octobre, à dix heures trente, M. Lloyd George et le colonel House étaient réunis rue Saint-Dominique. Le colonel House, sur la demande de M. Clemenceau, je crois, était arrivé vers dix heures et put ainsi causer longuement et seul à seul avec le président, avant la conférence. Cette conversation eut une influence considérable sur les décisions qui furent ensuite prises. M. Clemenceau qui, ainsi qu'il venait de me le dire, avait beaucoup réfléchi à la question, pendant son insomnie de la nuit, avait sans doute trouvé des arguments nouveaux et très puissants, car il finit par obtenir de M. Lloyd George et du colonel que l'on occuperait la rive gauche du Rhin et des têtes de pont sur la rive droite. Quant au matériel à exiger des Allemands, les représentants de l'Angleterre et de l'Amérique semblèrent y attacher beaucoup moins d'importance que la veille. M. Clemenceau n'insista donc pas, voyant bien que l'on arriverait assez facilement à les faire céder sur ce point.

Par contre, quand on aborda la question de savoir quelle ville serait choisie comme siège des

négociations pour le traité de paix, et que l'on se fut mis d'accord pour une ville située sur le continent même, M. Lloyd George proposa immédiatement Genève. Il fut facile de démontrer que l'on ne pouvait réserver un tel honneur à la capitale d'un pays qui était resté neutre. M. Lloyd George proposa alors Nice. M. Clemenceau déclara que la France ayant supporté les plus grosses pertes de la guerre, à tous points de vue : comme morts, comme argent et comme régions dévastées, il ne pouvait accepter qu'une ville française et que, dans ce cas, il demandait Paris ou Versailles. On ne put se mettre d'accord et M. Clemenceau n'insista pas ; il avait obtenu le principal, ce n'était pas le moment de se montrer irréductible pour une question d'ordre plutôt secondaire. D'ailleurs, un peu plus tard, M. Lloyd George céda et Versailles fut choisi définitivement.

Les quelques séances précitées étaient, en quelque sorte, des séances préparatoires, en vue de se mettre d'accord sur les points principaux ; les autres séances eurent lieu ensuite le 31 octobre dans l'après-midi et du 1^{er} au 4 novembre, à Versailles, où fut réuni officiellement le Conseil supérieur de Guerre.

Les nouvelles reçues d'Allemagne ou d'Autriche et d'autres lieux ne laissaient plus de doute : les Autrichiens, comme les Allemands, d'un jour à l'autre, allaient demander un armistice. Aussi, les séances de Versailles se passèrent-elles au milieu

du calme et de la courtoisie la plus parfaite. On se serait cru à une réunion de diplomates et non de chefs de gouvernements, c'est-à-dire d'hommes politiques habitués à la discussion âpre et véhémente. Quelle différence avec les réunions précédentes de ce Conseil supérieur, et même avec celles qui avaient eu lieu quelques semaines auparavant !

La séance du 31 octobre fut consacrée en grande partie aux conditions d'armistice avec l'Autriche : aucune discussion sérieuse ne s'ensuivit. On se mit très vite et très facilement d'accord. Il y eût ensuite trois autres réunions : le 1^{er}, le 2 et le 4 novembre ; les chefs des gouvernements alliés finirent par s'entendre complètement sur les conditions à imposer aux Allemands.

En résumé, toutes les propositions du maréchal Foch furent adoptées avec les additions suivantes :

« Livraison de 2.000 avions de chasse et de bombardement, en premier lieu tous les *D-7* et tous les avions de bombardement de nuit.

« Dans tous les territoires allemands évacués par l'ennemi, les installations militaires de toute nature seront livrées intactes.

« Les voies et moyens de communication de toute nature, voies ferrées, voies navigables, routes, ponts, télégraphes, téléphones, ne devront être l'objet d'aucune détérioration. Tout le per-

sonnel civil et militaire actuellement utilisé y sera maintenu.

« Le droit de réquisition sera exercé par les armées des Alliés et des Etats-Unis dans tous les territoires occupés. L'entretien des troupes d'occupation des pays du Rhin (non compris l'Alsace-Lorraine) sera à la charge du gouvernement allemand.

« Les prisonniers ennemis ne seront rendus qu'après la signature des préliminaires de paix.

« Il sera livré aux Alliés 10.000 camions automobiles.

« Les chemins de fer d'Alsace-Lorraine seront livrés, dotés de tout le personnel et de tout le matériel d'avant-guerre. »

Quant aux clauses navales, elles ne furent définitivement fixées qu'à la dernière séance, celle du 4 novembre. L'accord se fit sur le texte ci-dessous :

« Les navires de guerre de surface allemands qui seront désignés par les Alliés et les Etats-Unis seront immédiatement désarmés, puis internés dans des ports neutres ou, à leur défaut, dans des ports alliés. »

Les Alliés envoyèrent donc, le 4 novembre, la note suivante à M. Wilson, en réponse à sa communication du 23 octobre :

« Les gouvernements alliés ont examiné avec

soin la correspondance échangée entre le Président des Etats-Unis et le gouvernement allemand.

« Sous réserve des observations qui suivent, ils se déclarent disposés à conclure la paix avec le gouvernement allemand, aux conditions posées dans l'adresse du président au Congrès, le 8 janvier 1918, et selon les principes énoncés dans ses déclarations ultérieures. Ils doivent, toutefois, faire remarquer que l'article 2, relatif à ce que l'on appelle couramment la liberté des mers, se prête à diverses interprétations, dont certaines sont telles qu'ils ne pourraient pas les accepter. Ils doivent, en conséquence, se réserver une liberté d'action entière sur cette question, quand ils viendront siéger à la Conférence de la Paix.

« D'autre part, lorsqu'il a formulé les conditions de paix, dans son adresse au Congrès du 8 janvier 1918, le président a déclaré que les territoires envahis doivent être non seulement évacués et libérés, mais restaurés. Les Alliés pensent qu'il ne faudrait laisser subsister aucun doute sur ce que signifie cette condition. Ils comprennent par là que l'Allemagne devra compenser tous les dommages subis par les populations civiles des nations alliées, et par leurs propriétés, du fait de l'agression par l'Allemagne des pays alliés, soit sur terre, soit sur mer, soit en conséquence d'opérations aériennes (1). »

(1) C'est sur la demande de M. Clemenceau que ce dernier paragraphe fut inséré dans les conditions de l'ar-

Les Alliés prévenaient enfin M. Wilson qu'il pouvait aviser le gouvernement allemand que le maréchal Foch, assisté d'un amiral anglais, recevraient les parlementaires allemands aussitôt que ce gouvernement le demanderait.

Dès le lendemain, 5 novembre, M. Wilson faisait connaître aux Allemands la réponse des Alliés.

On connaît la suite.

Ce rapide historique des conditions dans lesquelles fut préparé le projet d'armistice, me paraît suffisant pour répondre au reproche adressé aux Alliés, et surtout aux Français, d'avoir travaillé un peu vite et un peu superficiellement la question.

On a pu voir, par des faits, que dès que l'on fut fixé, d'une façon à peu près certaine, sur les intentions des Allemands, c'est-à-dire dès les premiers jours d'octobre, hommes d'Etat et généraux alliés (politique et stratégie) se mirent à l'œuvre et, pendant un mois, consacrèrent la majeure partie de leur activité à cette tâche particulièrement délicate.

Ils prirent d'ailleurs tout leur temps pour la mener à bien, et ce ne fut que lorsqu'ils furent complètement d'accord qu'ils informèrent les Alle-

misticié. La question fut posée à la séance du 2 novembre et donna lieu à une assez longue discussion, certains chefs de gouvernement étant d'avis qu'elle devait être réservée pour le Traité de Paix.

mands qu'ils étaient prêts à leur faire connaître les conditions d'un armistice.

Donc, là encore, une légende ne reposant pas sur des fondements bien solides.

D'ailleurs, si elle s'est formée et même développée, cela tient, en grande partie, aux nombreux événements et incidents qui ont marqué ce mois d'octobre 1918 et qui, à eux seuls, pour « l'homme de la rue », ont paru suffisants pour absorber complètement les dirigeants de la guerre. Comment, dès lors, ces derniers auraient-ils pu s'occuper consciencieusement du projet de l'armistice ? Il est parfaitement exact, en effet, que ce mois d'octobre 1918 fut un des mois les plus chargés de la guerre en événements de toutes sortes. Faut-il les rappeler ?

Préparation de la marche des armées d'Orient sur Vienne, difficultés continuelles entre le gouvernement français et les Anglais d'une part (incident Milne) et, d'autre part, avec la présidence de la République et le haut commandement, négociations avec les Allemands par l'intermédiaire de M. Wilson, nécessité d'intervenir constamment entre le haut commandement américain et le haut commandement français pour éviter des frictions toujours regrettables en pareil cas, voyages continuels au front, préparation de l'attaque stratégique de Lorraine, armistices avec la Bulgarie, la Turquie et l'Autriche, mise sur pied d'un nouveau plan d'opérations contre l'Allemagne, etc...

Autant de questions, — et je n'ai cité que les principales, — qui devaient être réglées, en dernier ressort, par les deux hommes qui menaient la guerre ; — et une guerre d'Alliés ! — M. Clemenceau et le maréchal Foch. Donc, mois chargé, très chargé.

On ne peut et on ne pourra jamais s'imaginer la somme de travail que fournirent, au cours de cette période, ces deux hommes, ainsi que leur entourage. Mais l'on sentait la fin et la fin glorieuse ! On tenait cette fois la victoire. Aussi chacun donnait-il de tout son cœur, de tout son cerveau. Le travail n'effrayait plus personne et l'on tirait à plein collier.

Et c'est ainsi que l'on vint à bout de toutes ces graves questions, celle de la préparation de l'armistice comprise, qui fut traitée avec toute la conscience et toute l'ampleur qu'exigeait son importance : j'espère être arrivé à le démontrer.

CHAPITRE VII

LES ALLIÉS MAL RENSEIGNÉS

On a également reproché aux Alliés et surtout au gouvernement français, d'avoir été mal renseignés et de n'avoir connu que trop tard les événements qui se sont déroulés, à Berlin, dans les premiers jours de ce mois de novembre 1918.

Il m'a semblé que l'on ne saurait mieux répondre à ce reproche qu'en montrant qu'à Berlin même l'on n'était pas mieux informé. On possède, à ce sujet, des documents particulièrement intéressants et même éminemment suggestifs : ce sont les Notes Intimes de la princesse Blücher (1).

Américaine d'origine et mariée au prince

(1) Payot, 1924.

Blücher, elle ne quitta pas la capitale prussienne pendant toute la dernière partie de la guerre. Son mari était en relations suivies, non seulement avec l'entourage de l'empereur, mais encore avec le personnel gouvernemental allemand, et avec les diplomates étrangers accrédités à Berlin.

Voici comment, dans les Notes précitées, la princesse dépeint la physionomie de Berlin pendant les premiers jours de novembre et jusqu'à la conclusion de l'armistice.

« 1^{er} novembre 1918.

« La baronne Sternburg est venue me voir dans un état de grand trouble. Sur son chemin, elle avait rencontré Fraü von Schwabach, la femme d'un des grands banquiers de Berlin ; celle-ci lui avait confié qu'elle avait dans son manchon tous ses bijoux les plus précieux pour les porter à la banque, car on s'attendait à une révolution avant trois jours. Elle ajouta qu'ils envoyaient tous leurs tableaux les plus précieux en lieu sûr et avaient décidé de se disperser, eux-mêmes, chacun de son côté, car il n'est pas prudent de rester dans leur grande maison luxueuse du Thiergarten. »

« 3 novembre.

« L'opinion générale est que le dénouement se produira cette semaine, et que le mouvement

commencera probablement demain. Personne ne semble prévoir exactement si ce sera la Révolution (avec un grand R), dont on parle tout bas depuis longtemps, ou si le peuple se soulèvera en masse et se retournera contre ses bourreaux ainsi qu'il qualifie maintenant les classes dirigeantes. »

« 9 Novembre, matin (samedi). »

« Il fait un magnifique temps ensoleillé, et, de ma fenêtre, je peux voir les groupes causer et gesticuler avec animation. Quelques-uns de nos domestiques sont sortis pour demander si on allait faire une émeute ; on a répondu : « Que non, qu'on n'avait pas l'intention de susciter de troubles, mais que, le gouvernement étant incapable de mettre fin à la guerre, on voulait lui apprendre comment il fallait faire. »

« Nombre de matelots et de soldats passent en autos ; ils semblent tous n'avoir pas grand' chose à faire. Nous attendons, à chaque instant, les conditions d'armistice ; elles ont déjà été remises par le maréchal Foch, et la réponse doit, dit-on, être donnée dans un délai de soixante-douze heures. »

« 9 Novembre, soir. »

« Comme il semble qu'il y a longtemps que j'ai écrit ces derniers mots de sinistre augure ! Et nous voici, maintenant, au beau milieu du vacarme

d'une grande révolution. Après toutes nos prévisions, l'abdication de l'empereur et la révolution nous ont fait, en réalité, l'effet d'une bombe qui tombe.

« Au dehors, c'est une masse bouillonnante de gens qui vont et viennent sans cesse. Des drapeaux rouges à l'aspect sinistre flottent là où, si récemment encore, on voyait flotter les drapeaux noir, blanc et rouge. La dynastie des Hohenzollern a succombé tragiquement. *Le calme semblait revenu ce matin*, car on annonçait que la décision était différée jusqu'à lundi. Nous pensions donc avoir encore un ou deux jours d'attente avant que le sort en fût jeté. »

« 9 Novembre, soir.

« A travers les masses compactes de la foule en mouvement, de grands camions autos militaires, bondés de soldats et de matelots brandissant des drapeaux rouges, poussant des cris de joie féroces, se frayaient un chemin, leurs occupants cherchant évidemment à exciter les grévistes à la violence. Ce qui me parut caractéristique, ce furent les autos bondées de jeunes gens en uniformes gris ou en vêtements civils, portant des fusils chargés, ornés de petits drapeaux rouges, qui quittaient constamment leurs places pour obliger les soldats et les officiers à arracher leurs insignes, et s'en chargeaient eux-mêmes s'ils refusaient. La plu-

part étaient des enfants de seize à dix-huit ans, qui semblaient jouir, immensément, du pouvoir mis soudain entre leurs mains, grimaçant sur les marches des autos grises, comme des écoliers en escapade, ce qui ne les empêcha pas de faire beaucoup de mal dans le courant de la journée, car il va de soi que quelques officiers refusèrent de leur obéir ; l'effusion de sang, la mort même s'ensuivirent. Car ces jeunes gens ne reculèrent pas devant la violence, et je crois que presque tout le sang répandu fut la conséquence de la liberté sans frein qu'on leur avait soudain octroyée.

« En deux heures, environ deux cents de ces grands camions ont dû passer sous nos fenêtres ; à chaque minute, la vue de tant de forces élémentaires brusquement lâchées en liberté, devenait plus alarmante. Nous avons naturellement baissé tous nos volets de fer et verrouillé les portes de la maison, ne gardant qu'une fenêtre ouverte, pour pouvoir voir ce qui se passait. »

« 10 Novembre, matin (dimanche). »

« Plus morte que vive, je vais essayer de noter les événements et les impressions de la nuit dernière, que je n'oublierai jamais. Après nous être tous séparés pour la nuit, je restai couchée tout éveillée, très fatiguée. Nous étions constamment

dérangés par le bruit de coups de fusils égarés, et l'incertitude où nous étions sur ce qui se passait à l'extérieur, dans l'obscurité de la grande ville, rendait tout sommeil impossible. Après avoir ainsi passé des heures qui me parurent interminables, soudain, vers deux heures, le silence fut rompu par le bruit d'une fusillade en règle de mitrailleuses et de fusils qui semblaient partir au-dessus même de nos têtes. »

Ces quelques documents sont suffisants, je crois, pour montrer que le 10 novembre au matin, c'est-à-dire le dimanche matin à Berlin même, la princesse Blücher, malgré tout le désir qu'elle éprouvait d'être renseignée, malgré tous ses efforts pour l'être, — et cela se conçoit, — ne savait pas encore, exactement, ce qui se passait dans la capitale.

Certes, elle n'était pas sans ignorer qu'une révolution avait éclaté, que l'empereur avait abdiqué, mais que se passait-il au juste, quel nouveau gouvernement avait été proclamé? Elle l'ignorait totalement.

Ainsi, la princesse Blücher n'était pas mieux fixée que les Alliés, et cela bien que se trouvant sur place.

Comment, dans de telles conditions, alors que les hostilités continuaient sur tout le front, alors que toutes les frontières étaient fermées, aurait-on pu avoir la prétention, à Paris, d'être mieux renseigné que les gens qui étaient à proximité des

événements et qui avaient toutes facilités pour l'être ?

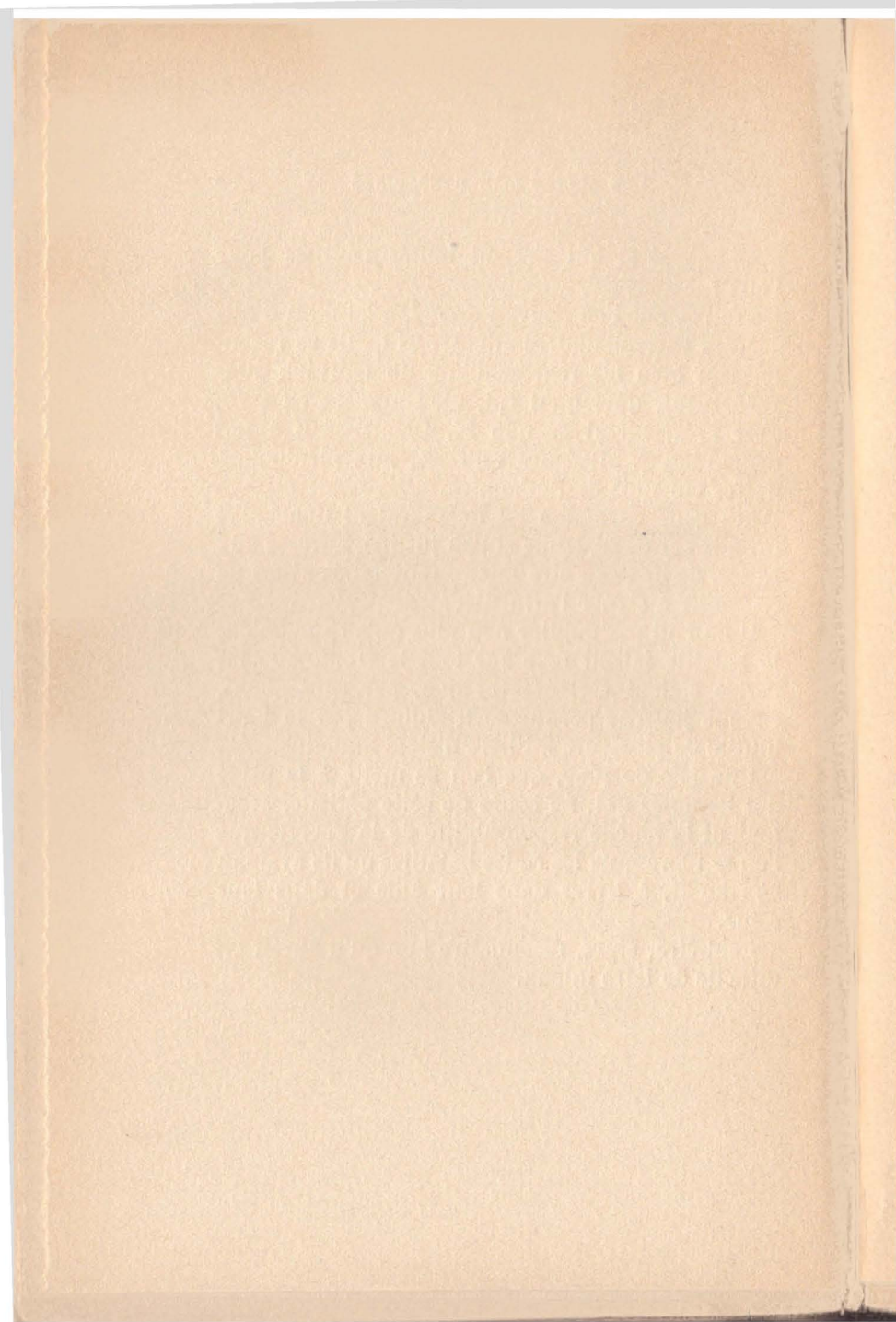
Tout ce que l'on pouvait donc faire, c'était d'exiger des parlementaires allemands qu'ils se reconnussent bien les représentants du nouveau gouvernement, quel qu'il fût, et, comme on l'a vu, c'est précisément ce que M. Clemenceau a fait demander, à plusieurs reprises, aux plénipotentiaires ennemis de Rethondes.

Les gens de bonne foi ne sauraient donc plus revenir sur ce reproche si peu justifié, adressé aux Alliés, de ne pas s'être mieux renseignés avant de consentir à signer l'armistice.

Il ne faut pas oublier non plus qu'à ce moment, la bataille faisait rage sur tout le front, que les pertes étaient sérieuses et que, par conséquent, chaque journée perdue se traduisait par la mort inutile de plusieurs milliers d'êtres humains.

Une fois de plus, que l'on se mette à la place des hommes qui, au cours de cette période, assumaient la lourde responsabilité de la guerre, que l'on se représente les rudes batailles qu'ils avaient, eux aussi, à livrer dans leur âme et dans leur cœur.

Peut-être, alors, reconnaîtra-t-on qu'il aurait été difficile de faire mieux.



CHAPITRE VIII

LA LÉGENDE DU « COUP DE POIGNARD DANS LE DOS »

Il importe de détruire encore une autre légende, c'est celle que les Allemands ont baptisée eux-mêmes : « Le coup de poignard dans le dos ». Depuis l'armistice, la presse pangermaniste n'a cessé de répéter que l'armée allemande n'a pas été battue et que, *si elle a demandé l'armistice*, c'est qu'elle y a été obligée à la suite « du coup de poignard que les socialistes allemands lui ont porté dans le dos ».

Cette légende qui montre, une fois de plus, la mauvaise foi germanique, est d'autant plus dangereuse, qu'avec un peuple crédule comme le peuple allemand, elle commence à prendre corps, et que si l'on ne réagit pas, si notre service de pro-

pagande ne s'en occupe pas activement, elle deviendra vite article d'évangile, et les bons Teutons finiront, bientôt, par être complètement convaincus qu'ils n'ont jamais été battus.

Elle est d'ailleurs facile à détruire, si l'on veut bien se baser uniquement sur les faits.

Certes, déjà, depuis la fin de la guerre, un grand nombre d'écrivains, — bien que ne possédant, en général, aucun document, — ont émis des opinions sur les grands faits de cette lutte. Certains d'entre eux, en particulier, ont déclaré solennellement, les uns, que les Allemands, déjà après la Marne, avaient perdu la guerre ; d'autres, que c'était après Verdun ; d'autres, encore après le 27 mai 1918. Ce ne sont là, d'ailleurs, que des appréciations qui sont peut-être justes, mais qui, rationnellement, ne tranchent pas la question. Il faut donc, comme toujours en pareil cas, recourir à la méthode objective, examiner les faits et, surtout, rechercher d'abord si les généraux allemands et, en particulier, le haut commandement, ont eu conscience de la défaite de leurs armées, et, dans ce cas, à quel moment. Nous avons actuellement les Mémoires de Ludendorff et de Hindenburg qui, à ce double point de vue, nous donnent entière satisfaction.

Le 8 août, Ludendorff se rendit bien compte que la partie était perdue et il le reconnaît parfaitement ; voilà, en effet, ce qu'il dit à ce sujet, dans ses *Mémoires* :

« Le 8 août est le jour de deuil de l'armée allemande. Dans l'histoire de cette guerre, je ne
« vécus pas d'heures plus pénibles, sauf à l'époque
« des événements qui se déroulèrent sur le front
« bulgare à partir du 15 septembre et qui scellèrent le destin de la quadruplice. »

Et, plus loin :

« Les divisions allemandes qui tenaient ce point
« se laissèrent complètement enfoncer. Des tanks
« ennemis surprirent, dans leurs quartiers généraux, des états-majors divisionnaires... Six ou
« sept divisions allemandes qu'on pouvait affirmer particulièrement résistantes, étaient complètement mises en pièces. »

Et, ailleurs :

« On me rapporta des actes que je n'aurais pas
« cru possible dans l'armée allemande, je dois
« l'avouer : certains de nos hommes s'étaient rendus à des cavaliers isolés, des détachements
« constitués à des chars d'assaut ; des troupes qui
« se repliaient avaient crié à une division fraîche
« qui marchait bravement à l'attaque : « Briseurs
« de grèves et prolongeurs de guerre ! »

« En bien des points, les officiers n'avaient plus
« d'influence et se laissaient emporter. »

C'est au même moment (9 août 1918) qu'a lieu

la fameuse entrevue d'Avesnes entre Guillaume II, Hindenburg et Ludendorff. Nous en connaissons maintenant les détails, grâce au capitaine Niemann, aide de camp de l'empereur Guillaume II (1).

Ludendorff expose la situation et déclare :

« Nous devons reconnaître que nous avons subi une grave défaite. »

Il montre, d'autre part, un télégramme des plus importants, qui vient d'arriver. Il émane du général von Cramon, qui assure la liaison avec le grand quartier général autrichien, dans lequel le général expose, par des faits, la démoralisation croissante des Austro-Hongrois.

On discute et Guillaume II conclut :

« Nous sommes arrivés à la limite de nos forces ; je vois qu'il faut terminer la guerre. »

Toujours d'après le capitaine Niemann, le 29 septembre, Guillaume II reçoit Hindenburg, Ludendorff et von Hintze (Secrétaire d'Etat). Les militaires lui disent :

« L'armée, Sire, a besoin d'un armistice immédiat. »

Quant à von Hintze, il insiste beaucoup pour que l'on demande la paix sur la base des conditions imposées par Wilson.

Le 1^{er} octobre, Ludendorff fait envoyer par von

(1) *Révolution von Oben* ; Berlin, Verlag für Kultur politik (1927).

Lersner, qui assurait la liaison avec la Wilhems-trasse, le fameux télégramme :

« Le général Ludendorff vient de demander
« au baron von Grünow et à moi, en présence du
« colonel Heye, de transmettre à Votre Excellence
« une demande pressante d'envoi immédiat de
« notre offre de paix. Il a déclaré qu'aujourd'hui
« *la troupe tenait*, mais qu'on ne pouvait prévoir
« ce qui arriverait demain. »

Le même jour, 1^{er} octobre, en fin de journée, nouveau télégramme :

« Le général Ludendorff vient de me dire de
« transmettre à Votre Excellence une demande
« urgente d'envoi immédiat de notre offre de paix,
« et pour cela de ne pas attendre la formation du
« nouveau gouvernement, qui pourrait tarder.
« Il m'a déclaré qu'aujourd'hui la troupe
« tenait encore, mais qu'une percée pouvait sur-
« venir à tout instant, et que notre offre de paix
« arriverait alors au moment le plus défavorable ;
« qu'il avait la sensation de se livrer à un jeu de
« hasard ; qu'à tout instant et en n'importe quel
« point une division pouvait manquer à son
« devoir. »

On ne pouvait, en termes plus nets, plus clairs, plus francs, reconnaître que tous, soldats, officiers et généraux n'en voulaient plus.

On en trouve d'ailleurs un aveu encore plus net dans le livre de Ludendorff : *Conduite de la guerre*, paru en 1922 (pages 153-154).

« Notre offensive du printemps 1918, nous a permis de battre l'ennemi ; nous nous sommes montrés supérieurs aux Français et aux Anglais. Nous aurions pu exploiter davantage nos succès, si le soldat avait été plus discipliné et plus dans la main de l'officier, et si l'officier avait été vraiment le maître du soldat. Lorsque nous fûmes ensuite rejetés dans la défensive, le déclin des vertus guerrières se manifesta plus clairement en de nombreux points, sans que pour cela l'ensemble de l'armée soit atteint. Diminution de la force de résistance, qui alla jusqu'au renoncement à tout combat, augmentation du nombre des tire-au-flanc et des déserteurs, des masses de prisonniers : telles en furent les conséquences. Cela ne veut pas dire que tous les prisonniers faits par l'ennemi aient été les plus mauvais soldats. C'étaient, au contraire, très souvent les meilleurs. Les plus mauvais se sauvaient vers l'arrière ; les bons tenaient ferme au poste ; ils étaient tournés et pris.

« La diminution numérique de l'armée, du fait de pertes non éprouvées par les combats et, par conséquent, injustifiées. — pertes dont j'ai exposé les causes, — s'aggrava. D'autres faits provoquèrent encore un brusque affaiblissement ; tous

se ramènent à la même cause : *l'effondrement de l'esprit national*. Ainsi, dans les usines de l'intérieur, les ouvriers firent en sorte de diminuer, méthodiquement, le rendement du travail pour retenir à l'intérieur le plus grand nombre possible d'entre eux, et empêcher ainsi leur incorporation dans l'armée.

« Le nombre de prisonniers atteignait des centaines de mille. Estimer le chiffre des pertes en déserteurs et tire-au-flanc serait difficile. D'après un rapport qui m'est parvenu, il devait y avoir en Hollande, en 1918, en chiffres ronds : quarante mille déserteurs. Il m'est impossible de vérifier maintenant l'exactitude de ce nombre. On ne dépassera pas cependant de beaucoup la réalité, si l'on évalue le nombre des déserteurs et des tire-au-flanc, en gros, à quelque cent mille hommes, y compris ceux qui, en octobre 1918, ne revinrent plus de permission. Parmi les déserteurs se trouvaient un très grand nombre d'Alsaciens-Lorrains. Ce qui était surtout fort grave, c'est que la plupart des tire-au-flanc et des déserteurs appartenaient à l'infanterie, qui avait à supporter le poids des combats. »

Écoutons maintenant Hindenburg ; ce n'est pas tout à fait le même son de cloche, mais, au fond, on sent bien que, dès le 8 août, le vieux maréchal, lui aussi, est fixé. Dès qu'il arrive, en effet, au mois d'août, il intitule le chapitre relatif aux évé-

nements de cette période : « Au-dessus de nos forces. » Contraint, dit-il, à la défensive, il constate la démoralisation de ses troupes « qui se laissent empoisonner par les tracts de propagande française ou anglaise, que l'on lit et que l'on discute sur le front ».

Quand un chef dit de ses troupes « qu'elles se laissent empoisonner », c'est évidemment avouer « qu'elles le sont ». D'ailleurs, il n'hésite pas à qualifier l'échec du 8 août, de « si grave ». Cependant, il ne désespère pas encore : le 13 août, au conseil de guerre de Spa (présidé par l'empereur), invité à donner son avis, il estime « qu'il n'y a pas lieu de faire une démarche officielle de paix, car le moment n'est pas encore venu de douter d'une issue satisfaisante de la guerre ». Mais arrive la fin de septembre, avec la capitulation de la Bulgarie et la certitude que la Turquie et l'Autriche vont demander la paix. Alors, le maréchal ne se fait plus d'illusions et lui-même écrit : « A partir de ce moment, il fut impossible de donner un autre ordre que celui de tenir jusqu'à la mort », et il se posa cette question : « Quand faudra-t-il en finir ? »

Le 3 octobre, il télégraphie au prince Max de Bade, le nouveau chancelier :

« Le commandement supérieur de l'armée
« maintient l'offre de paix immédiate à nos enne-
« mis. Par suite de la catastrophe du front macé-

« donien, de l'affaiblissement de nos réserves à
 « l'ouest et de l'impossibilité de remplacer nos
 « pertes, il n'y a plus d'espoir d'imposer la paix
 « à nos ennemis. »

Donc, à partir d'août pour Ludendorff, et peut-être seulement fin septembre pour Hindenburg, la partie était bien perdue, ce qui, en bon français comme en bon allemand, ne peut avoir qu'une signification : « l'Allemagne est battue » (1).

Or, ce n'est qu'en novembre suivant que les armées allemandes auraient reçu le fameux coup de poignard, que les socialistes, d'après un procédé bien allemand celui-là, leur auraient planté dans le dos. Mais ce coup de poignard n'était plus nécessaire, puisque les Alliés l'avaient déjà donné, et cela en plein cœur. Donc, là encore, une légende qui ne tient pas debout, qui ne repose que

(1) D'ailleurs, pour se battre, il faut avoir des réserves. Or, le tableau ci-dessous, qui indique la situation des réserves allemandes de mars à novembre 1918, est à ce point de vue des plus suggestifs :

21 mars :	84 div. en réserve, dont 84 div. fraîches
9 avril :	41 » 32 »
27 mai :	81 » 53 »
15 juillet :	81 » 65 »
8 août :	68 » 28 »
1 ^{er} octobre :	68 » 14 »
12 septembre :	31 » 14 »
1 ^{er} novembre :	31 » 5 »
11 novembre :	17 » 2 »

C'est donc 17 divisions, dont 2 fraîches, que les Allemands avaient à opposer aux 100 divisions réservées alliées dont 60 au moins fraîches. Devant de tels chiffres, il paraît inutile d'insister.

sur la mauvaise foi allemande et dont les honnêtes gens des deux pays : France et Allemagne, ne doivent plus s'occuper. D'ailleurs, c'est un Allemand bien connu, l'ancien chancelier Erzberger, qui a déjà déclaré : « Dire que l'arrière est tombé dans le dos de l'armée, c'est souffleter le peuple en pleine face. »

C'est encore dans un journal allemand : *General Anzeiger*, de Kreuznach (31 août 1921), que nous trouvons la phrase suivante :

« La débâcle militaire a provoqué la débâcle politique, tel est l'ordre de succession historique. »

D'autre part, le 17 janvier 1921, a paru dans le *Berliner Tageblatt* (démocrate), un article relatif à cette légende du coup de poignard, écrit par le général de brigade von Schonaich. La rédaction fit précéder cet article de la note suivante :

« L'exposé complètement impartial et libre, fait par un officier haut placé et que nous publions aujourd'hui, est une contribution précieuse dans la lutte nécessaire menée contre cette légende *idiote, fausse et empoisonnée* du coup de poignard. »

L'article du général von Schonaich est assez long ; il serait oiseux de le reproduire en entier. Nous n'en citerons que des extraits et la conclusion, qui est des plus nettes.

« Lorsque pendant l'hiver 1917-18, les troupes furent entraînées dans la nouvelle tactique d'attaque, on avait réussi à leur insuffler à nouveau la foi dans la victoire par une offensive sur le front ouest. Le travail des agitateurs n'avait pas diminué la valeur combative des troupes.

« Même à l'offensive du mois de mai, au Chemin des Dames, on ne parle nulle part du mauvais esprit des troupes.

« Le premier grand coup manqué fut l'offensive de Reims qui échoua dès le début.

« Le refus ou la désertion de divisions entières, les mutineries ouvertes contre les chefs, les cris connus de briseurs de grève : « Tue-le ! Tirez le couteau... » ne se sont élevés *qu'en août* 1918, donc, à un moment où la défaite apparaissait ouvertement, même aux plus aveugles.

« L'agitation socialiste dans l'armée n'était donc pas la cause, mais la conséquence de notre défaite. Elle avait déjà travaillé avant, mais, en réalité, elle n'avait eu aucun effet sur l'esprit combatif des troupes. Il faut donc proclamer bien haut que le coup de poignard est de la légende, non de l'histoire. »

Cette conclusion émanant d'un général allemand est particulièrement suggestive.

On peut également citer le passage suivant d'une lettre du kronprinz, adressée au Dr. Born, en octobre 1921, lettre reproduite par de nom-

breux journaux allemands : *Tag*, *Rheinische Warte*, etc...

« Après la bataille de la Marne, je n'ai plus cru qu'une victoire complète fut possible. Après l'échec de l'offensive de 1918, la situation *devint, il est vrai, critique*, car il fallait arriver à faire une paix rapide. »

Hans Delbrück, dans la brochure : « Ludendorff peint par lui-même » (p. 61), est tout aussi catégorique.

« *L'effondrement ne fut pas la conséquence de la Révolution, mais la Révolution fut la conséquence de l'effondrement.* Des mutineries graves, extrêmement graves, ont eu lieu également dans l'armée française, dès 1917, mais on en eut raison, parce que l'espoir d'une victoire finale subsistait. En Allemagne, les liens de l'obéissance et de la fidélité se rompirent, lorsque cet espoir n'exista plus, lorsque la défection et l'effondrement de la Bulgarie et de l'Autriche-Hongrie nous eurent isolés, et lorsque la subite demande d'armistice de Ludendorff révéla, au monde entier, que la guerre était perdue pour nous. »

Le prince Max de Bade, dans ses *Mémoires*, qui ont paru en avril 1927, rapporte certains faits qui portent également un coup mortel à la légende du « Dolchstoß ».

Il publie la lettre suivante que lui adressait le 15 août 1918, son cousin, le prince héritier de Bavière, qui commandait un groupe d'armées :

« A la suite de l'opération manquée sur la Marne et des réactions fatales qui en ont résulté, notre situation militaire a empiré à tel point, que je ne crois plus que nous puissions tenir l'hiver prochain.

« Il est même possible qu'une catastrophe arrive avant. Les Américains se multiplient d'une façon imprévue ; ils ont déjà trente et une divisions en France et nous, nous ne sommes pas seulement obligés de dissoudre un grand nombre de divisions, nous devons aussi réduire d'une compagnie de nombreux bataillons. Nos réserves ne suffisent plus à couvrir les pertes, et, en raison du manque d'officiers, de la mauvaise nourriture et des maladies, elles sont inférieures à celles de nos adversaires. »

De même, le prince Rupprecht écrit, le 18 octobre :

« Nos troupes sont toujours fatiguées et fondent d'une manière effrayante. Le nombre des combattants d'une division d'infanterie atteint rarement trois mille hommes. La plupart du temps l'infanterie d'une division équivaut à un ou deux batail-

lons, dans certains cas à deux ou trois compagnies. Beaucoup de mitrailleuses ont été perdues, et l'on manque de bons tireurs. Les officiers de l'active, en dehors des commandants de régiments, ne se rencontrent plus que dans les emplois supérieurs.

« L'esprit de la troupe a beaucoup souffert, et sa résistance diminue à vue d'œil.

« Nous n'avons plus de positions établies, et il n'est plus possible d'en créer.

« Si les Autrichiens font faux bond et si nous ne recevons plus de pétrole de Roumanie, dans deux mois notre aviation ne fonctionnera plus. J'estime qu'il nous est impossible de tenir au delà de décembre, d'autant plus que les Américains envoient trois cent mille hommes par mois. J'insiste là-dessus : notre situation est déjà très grave, et une catastrophe peut survenir du jour au lendemain.

« Ludendorff ne se rend pas compte de la gravité de la situation. Il faut que nous obtenions la paix avant que nos adversaires aient forcé la route de l'Allemagne. Autrement, malheur à nous ! »

Le 1^{er} octobre, le kaiser déclarait au prince de Bade, en lui offrant le poste de chancelier, que « *la disparition des réserves l'obligeait à conclure la paix* ». Le même jour, le feld-maréchal avait un entretien avec le prince Max. « *Nous avons encore, lui dit-il, résisté à la dernière attaque.*

D'ici huit jours, j'attends une grande offensive, et je ne réponds pas qu'elle n'aboutira pas à une catastrophe. » Après le mot catastrophe, Hindenburg se reprit : *« Il faut tout au moins s'attendre, dit-il, aux conséquences les plus graves. »*

Dans la marine, ce fut exactement la même chose.

Les nationalistes allemands, promoteurs du « Dolchstoß », n'ont cessé de répéter, également, que les mutineries de la flotte en octobre 1918, à Kiel et à Wilhelmshafen, ont été dues uniquement à des manœuvres sociales-démocrates.

Or, un des témoins de ces mutineries, l'ex-officier de la marine impériale le commandant Emil Alboldt, vient de publier (1928), un ouvrage intitulé : *La tragédie de l'ancienne marine allemande*, dans lequel il détruit complètement cette légende.

Il y fait un historique très détaillé, très complet de cette « tragédie », et prouve que si la cause initiale peut être attribuée à la morgue des officiers allemands et à la mauvaise nourriture, par contre le refus des équipages de prendre la mer, le 9 octobre 1918, avait un tout autre motif. On se souvient que l'amiral von Scheer, à cette époque grand chef de la flotte allemande et qui, en cette qualité, dirigeait la guerre sous-marine, avait décidé de faire une sortie le 9 octobre, pour aller livrer bataille à la flotte anglaise.

A tous points de vue, politique ou stratégique, il voyait d'ailleurs juste, et une telle décision

l'honneur ; elle montre qu'il avait l'étoffe d'un grand chef.

Depuis le commencement de la guerre, en effet, on peut dire que la flotte allemande n'avait pas été utilisée. Elle constituait un moyen, et un moyen puissant, dont l'Allemagne s'était bénévolement privée : l'homme qui aurait dû diriger la guerre, l'empereur Guillaume II, avait toujours hésité et, finalement, comme tous les faibles, avait donné raison aux « timides ».

Quoi qu'il en soit, cette inaction de la flotte allemande avait été une faute à la fois politique et stratégique, et une faute grave. Les conséquences en avaient été lourdes pour les empires centraux, car ce fut le blocus que put, alors, assurer la flotte anglaise : d'où, pour ces empires, manque de matières premières et manque de vivres.

En tout cas, dans la situation où se trouvait l'Allemagne en octobre 1918, il y avait tout intérêt pour elle à risquer une bataille sur mer. Un succès pouvait avoir une influence considérable sur les négociations pour la paix, surtout vis-à-vis des Anglais ; une défaite serait, en tout cas, moins grave en conséquences que l'inaction ; car alors, c'était peut-être la mutinerie des équipages — et l'amiral von Scheer le savait — et surtout l'acheminement probable à la reddition de la flotte au moment de la paix.

Mais les équipages allemands, très bien renseignés, d'après le commandant Alboldt, sur la situa-

tion militaire, ne se souciaient nullement de risquer leur vie pour une cause perdue : ils refusèrent d'appareiller.

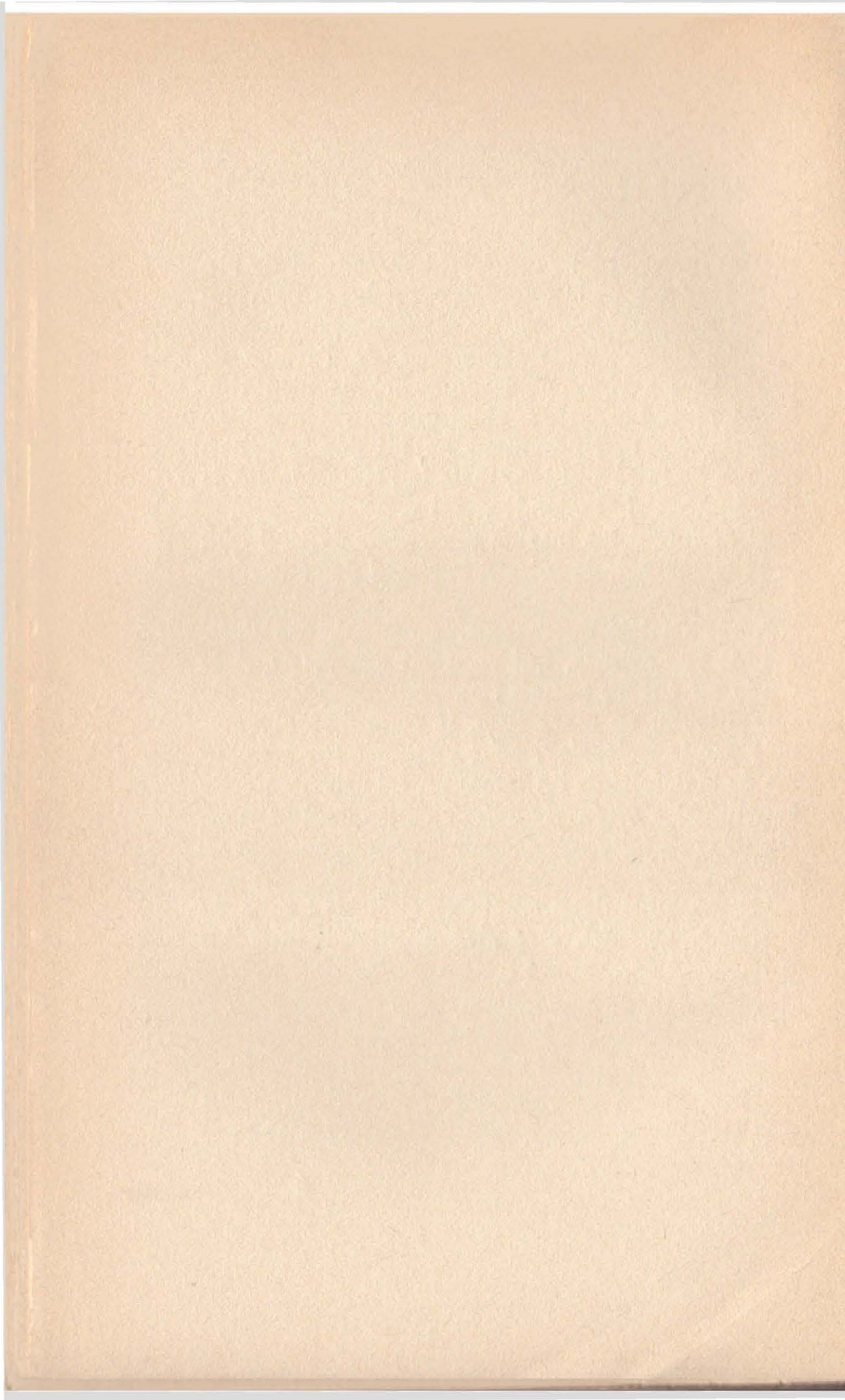
Donc, comme leurs camarades de l'armée de terre, ils n'avaient plus confiance, ils n'en voulaient plus. Là encore, ainsi que le dit très bien Delbrück, « l'effondrement ne fut pas la conséquence de la révolution, mais la révolution fut la conséquence de l'effondrement ».

Et ce furent les marins allemands de Kiel qui, le 1^{er} novembre, donnèrent le signal de cette révolution.

Après de tels documents, émanant des Allemands eux-mêmes, qui pourrait affirmer que le doute est encore permis ?

D'ailleurs, en mars 1928, la commission, nommée par le Reichstag, pour enquêter sur les causes de la défaite de l'Allemagne, est arrivée à cette conclusion « *que cette défaite était due à la supériorité militaire et économique de ses adversaires.* »

La cause est donc entendue et jugée : nous ne saurions, en effet, être plus allemands que les Allemands eux-mêmes !



CHAPITRE IX

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE DU 11 NOVEMBRE LES DERNIERS COMMUNIQUÉS

Il m'a semblé, enfin, qu'en écrivant cet historique de l'armistice, je ne remplirais pas complètement la tâche que je me suis assumée, si je ne citais pas, pour terminer, deux documents qui constituent, en quelque sorte, l'apothéose de cet armistice, et qui resteront, dans l'Histoire, comme un véritable monument. C'est, d'une part, le récit de la fameuse séance de la Chambre des députés du 11 novembre, dans laquelle M. Clemenceau annonça la signature de l'armistice et, d'autre part, les derniers communiqués des commandants en chef des armées alliées.

N'est-ce pas, d'ailleurs, un véritable devoir, toutes les fois que l'occasion s'en présente, de rappeler aux générations actuelles les grandes journées — et elles sont nombreuses — de la magnifique épopée qu'a réalisée la guerre mondiale ?

Espérons que ces générations en transmettront fidèlement le souvenir à celles qui leur succéderont, et que cette noble tradition se perpétuera, ainsi, longtemps à travers les âges !

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE DU 11 NOVEMBRE 1918

Dans l'après-midi du 11 novembre, vers quinze heures trente, M. Clemenceau me demanda de l'accompagner à la Chambre où, vers seize heures, il devait donner lecture des conditions de l'armistice. J'acceptai avec grand plaisir : c'était la première fois, depuis la formation du ministère, que j'allais me rendre au Palais-Bourbon, m'en étant toujours tenu éloigné, *par principe*, mais, cette fois, il s'agissait d'une séance peut-être unique dans l'Histoire : je n'hésitai pas, et n'eus pas à m'en repentir.

Quand M. Clemenceau fit son entrée dans la salle des séances, accompagné des autres mem-

bres du ministère, il fut accueilli par une ovation formidable. Tous les membres de l'assemblée furent en proie, à ce moment, à une émotion que l'on ne peut qualifier autrement que de « sainte » ou de « sacrée ». Presque tous les yeux se remplirent de larmes à la vue de ce vieillard qui, au cours de cette lutte épique, avait si bien personifié la France, cette vieille nation, que ses ennemis, quelques années auparavant, avaient tant accusée de veulerie, d'impuissance, de vétusté et qui, dans un sursaut magnifique, venait de montrer qu'elle n'avait rien perdu de sa vigueur et de ses qualités guerrières.

Ce fut vraiment un spectacle inoubliable.

Et maintenant, afin que l'on ne puisse m'accuser d'un certain parti-pris, étant donné mon attachement au principal personnage de cette scène historique, je vais me borner à reproduire le récit si exact et si impressionnant qu'en a fait le *Temps*, dans son numéro du 12 novembre 1918 :

« A quatre heures, la salle se remplit. C'est le moment. Tout à coup, des applaudissements s'élèvent, grandissent, se propagent, frénétiques, et l'on voit s'avancer, très entouré, un vieillard, la tête nue et un peu courbée, ganté de gris, les bras tombant, comme lassés, donnant l'impression d'un homme brisé par l'émotion qui l'étreint, accablé par tous les honneurs et les vivats dont on le charge, et qui se sent dépassé et emporté par

des événements qui ne sont pas à la peinture humaine. Il a lu les clauses de l'armistice d'une voix nette et ferme, puis il n'a eu la force que d'ajouter quelques mots :

« Je cherche vainement ce qu'en un pareil moment, après cette lecture devant la Chambre des représentants de la France, je pourrais ajouter.

« Je vous dirai seulement que dans un document allemand dont, par conséquent, je n'ai pas à donner lecture à cette tribune, et qui contient une protestation contre les rigueurs de l'armistice, les plénipotentiaires de l'Allemagne reconnaissent que la discussion a été conduite dans un grand esprit de conciliation.

« Pour moi, cette lecture faite, je me reprocherais d'ajouter une parole, car dans cette grande heure, solennelle et terrible, mon devoir est accompli.

« Un mot seulement.

« Au nom du peuple français, au nom du Gouvernement de la République Française, j'adresse le salut de la France une et indivisible à l'Alsace et à la Lorraine retrouvées. (*MM. les députés se lèvent. Applaudissements enthousiastes.*)

« Et puis honneur à nos grands morts qui nous ont fait cette victoire ! (*Longs applaudissements unanimes.*)

« Nous pouvons dire qu'avant tout armistice, la France a été libérée par la puissance de ses armes

(*Applaudissements prolongés*), et quand nos vivants, de retour sur nos boulevards, passeront devant nous, en marche vers l'Arc de Triomphe, nous les acclamerons.

« Qu'ils soient salués d'avance pour la grande œuvre de reconstruction sociale. (*Vifs applaudissements.*)

« Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal. »

« A ce moment, quand il a dit que « la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, a toujours été le soldat de l'idéal », les coups de canon ont scandé ses paroles. Ces coups retentissaient dans nos poitrines. Rien ne saurait décrire l'enthousiasme et le frisson sacrés qui ont secoué toute l'assemblée, hémicycle et tribunes, quand les députés, debout, ont entonné la *Marseillaise*. C'était d'une puissance, d'un élan magnifiques. Oh ! la minute unique ! Ces voix mâles chantaient avec une foi ardente. Jamais la *Marseillaise* n'a été chantée si juste, et toujours l'accompagnement du canon, du canon qui faisait vibrer, à la fois, la voûte prochaine des Invalides et l'airain plus lointain de la place Vendôme, du canon qui ponctuait, aussi, au dehors, les acclamations et les chants de la foule. »

LES DERNIERS COMMUNIQUÉS

I. — COMMUNIQUÉ FRANÇAIS

« Au cinquante-deuxième mois d'une guerre sans précédent dans l'Histoire, l'armée française, avec l'aide de ses alliés, a consommé la défaite de l'ennemi.

« Nos troupes, animées du plus pur esprit de sacrifice, donnant pendant quatre années de combats ininterrompus, l'exemple d'une *sublime endurance* et d'un *héroïsme quotidien*, ont rempli la tâche que leur avait confiée la Patrie.

« Tantôt supportant avec une énergie indomptable les assauts de l'ennemi, tantôt attaquant elles-mêmes et forçant la victoire, elles ont, après une offensive décisive de quatre mois, bousculé, battu et jeté hors de France la puissante armée allemande et l'ont contrainte à demander la paix.

« Toutes les conditions exigées pour la suspension des hostilités ayant été acceptées par l'ennemi, l'armistice est entré en vigueur, aujourd'hui, à onze heures. (*Officiel français*, 11 novembre, vingt-trois heures). »

II. — COMMUNIQUÉ BRITANNIQUE

« 11 novembre. — Les hostilités ont été suspendues ce matin à onze heures.

« A cette heure, nos troupes avaient atteint la ligne générale suivante : frontière franco-belge, Est d'Avesnes, Jeumont, Jivry à quatre milles à l'Est de Mons, Chièvres, Lessines, Grammont. »

III. — COMMUNIQUÉ AMÉRICAIN

« 11 novembre, après-midi. — En exécution des termes de l'armistice, les hostilités sur le front des armées américaines ont été suspendues à onze heures ce matin. »

IV. — COMMUNIQUÉ DE L'ARMÉE D'ORIENT

« Salonique, 12 novembre. — Pendant les journées des 9 et 10 novembre, les troupes serbes qui ont franchi le Danube au nord de la Semendria, ont refoulé les forces allemandes et ont atteint la région de Weisskirchen.

« Plus à l'est, l'avant-garde de l'armée franco-anglaise du Danube, après un combat avec des troupes allemandes, a forcé le passage du fleuve à Routchouk, Sistova et Surnumagurele, et a pénétré en Valachie en même temps que l'armée roumaine mobilisait.

« Les hostilités ont cessé sur le front d'Orient le 11 novembre, à onze heures. L'offensive générale avait débuté, en Macédoine, le 15 septembre.

Au cours de cinquante-sept jours de durs combats, les armées alliées d'Orient ont étendu progressivement leurs opérations sur un front de mille cinq cents kilomètres, de la mer Egée à la mer Noire, au Danube et à l'Adriatique. Malgré les fatigues et les privations de toutes sortes, dues à la nature du terrain, à la rareté et à l'état des communications, elles ont successivement écrasé la Bulgarie, délivré la Macédoine orientale, la Serbie et le Monténégro, isolé la Turquie, participé à la défaite de l'Autriche et de l'Allemagne. Elles viennent enfin de tendre la main à la Roumanie libérée. »

LE DERNIER ORDRE DU JOUR DU MARÉCHAL FOCHI

« Soldats des armées alliées, après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez, pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit.

« Vous avez gagné la plus grande bataille de l'Histoire et sauvé la cause la plus sacrée, la Liberté du monde.

« Soyez fiers. D'une gloire immortelle, vous avez paré vos drapeaux.

« La postérité vous garde sa reconnaissance. »

CONCLUSION

Tel est l'historique — peut-être un peu trop succinct — de cette question de l'armistice, qui a donné lieu à tant d'hypothèses, à tant d'affirmations, à tant de légendes, lancées par des écrivains qui, d'ailleurs, en général, n'avaient nullement qualité, à aucun point de vue, pour pouvoir en parler en connaissance de cause.

J'espère que les faits cités dans cet opuscule contribueront à faire justice, une bonne fois, de ces légendes, et que l'on entendra peut-être reprocher un peu moins fréquemment aux hommes qui ont dirigé la fin de la grande guerre, d'avoir signé prématurément l'armistice, sans en avoir préparé suffisamment les conditions, et, surtout, sans s'être complètement renseignés sur la situation politique, militaire et morale de l'Allemagne à ce même moment.

Enfin il semble, qu'après les citations exposées au chapitre VIII, et puisées dans les écrits mêmes des généraux, hommes d'Etat et écrivains allemands, il sera difficile, désormais, à leurs compatriotes *de bonne foi*, de venir arguer encore du « fameux coup de poignard dans le dos », pour soutenir que, lorsque l'Allemagne a signé l'armistice, son armée n'avait pas été battue.

Je n'ai certes pas la prétention d'être arrivé à détruire complètement ces légendes : comme toutes les légendes, en effet, elles ont et auront la vie dure. Néanmoins, je suis persuadé que je leur porterai un coup sensible.

En tout cas, j'ai la conviction que cet opuscule jettera, de toutes façons, un peu de lumière sur l'armistice, ce dernier et glorieux épisode de la guerre mondiale 1914-1918. J'aurai donc pu ainsi, atteindre le but que je poursuivais : apporter ma modeste contribution à la grande œuvre des historiens de cette guerre, œuvre pour laquelle ils ont eu tant de peine, jusqu'ici, à se procurer, auprès des témoins oculaires eux-mêmes, une documentation précise, sincère et reposant sur des faits.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	7
CHAPITRE PREMIER. — La journée du 8 novembre 1918	15
CHAPITRE II. — La journée du 9 novembre.....	27
CHAPITRE III. — Les journées des 10 et 11 novembre	37
CHAPITRE IV. — Le document de Rethondes.....	49
CHAPITRE V. — L'armistice prématuré.....	57
CHAPITRE VI. — La préparation insuffisante des conditions de l'armistice.....	67
CHAPITRE VII. — Les Alliés mal renseignés.....	89
CHAPITRE VIII. — La légende du « coup de poignard dans le dos ».....	97
CHAPITRE IX. — La séance de la Chambre du 11 novembre. — Les derniers communiqués..	115
CONCLUSION	123

Paraîtront successivement :

LA GUERRE MONDIALE
PAGES VÉCUES

Comment a été réalisée l'Unité de Commandement

Pouvait-on signer l'Armistice
à Berlin ?

par
le Général
MORDACQ